

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N°3014 - LUNDI 11 SEPTEMBRE 2017

CRISE LIBYENNE

Les parties réitèrent leurs engagements pour le retour à la paix

Les participants à la 4^e réunion du comité de haut niveau de l'UA. sur la Libye (Adiac)

À l'issue du sommet organisé le 9 septembre à Brazzaville, sous l'égide du chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, en sa qualité du président du comité de haut niveau de l'Union africaine sur la Libye, les différentes parties prenantes ont convenu de tout mettre en œuvre pour accélérer le processus

de retour à la paix dans ce pays. La rencontre à laquelle ont participé les chefs d'Etat du Niger, Mahamadou Issoufou, et d'Afrique du sud, Jacob Zuma, a connu la présence du chef du gouvernement libyen d'union nationale, Fayez al-Sarraj, du représentant de son rival, le maréchal Khalifa Haftar, des

organisations internationales (Onu, UE) ainsi que des représentants de la Ligue des Etats Arabes.

Demandant, dans son allocution d'ouverture, aux partenaires et à la communauté internationale de ne pas ignorer, comme en 2011, la voix de l'Afrique sur la question

libyenne, Denis Sassou N'Guesso a précisé : « L'Union Africaine et son comité n'ont pas d'agenda caché en Libye. Notre agenda est uniquement le retour de la paix et de la cohésion nationale, la défense de l'intégrité et de la souveraineté de ce pays ».

Pages 6-7

TRANSPORT AÉRIEN

Gérard Romero, nouveau directeur d'Air France KLM pour le Congo

En remplacement de Jean Luc Lagarrigue muté à Madagascar, Gérard Romero a été nommé, précédemment chef d'escale et chef de District de cette compagnie à Pointe-Noire où il est resté en poste depuis 2015, nouveau directeur d'Air France KLM en République du Congo. Homme d'expérience, Gérard Romero entre dans la compagnie en 1989 en tant qu'agent des services commerciaux à l'aéroport Paris Charles de Gaulle. Il occupe ensuite différentes fonctions (chef de File Passage, chef Avion, Agent de Maitrise Exploitation) et accède en 1999 au poste de chef d'Escale de Permanence au Long Courrier.

Page 3



ECOLE PARAMÉDICALE DE BRAZZAVILLE

Des conditions d'études plus meilleures pour les apprenants

Bâtiments réhabilités, murs repeints, l'école paramédicale et médico-sociale Jean Joseph Loukabou affiche désormais une nouvelle image, après les travaux de réfection. Elle a également été dotée d'un amphithéâtre de 150 places, d'une salle de conférence, d'un laboratoire, des salles de classes adéquates et d'autres structures.

Les travaux relatifs à cette réhabilitation ont été exécutés par la société Sicaf, pour un montant de plus de 700 millions FCFA financé par le gouvernement par le biais du ministère de la Santé et de la population.

Selon la directrice de cet établissement professionnel basé dans l'enceinte du Centre hospitalier



Remise des clés des structures réhabilitées (Adiac)

et universitaire de Brazzaville, Marie Gisèle Tsiabola, « la réhabilitation de l'école aidera à former dans des conditions adéquates des jeunes agents de santé ».

Page 4

COOPÉRATION SUD-SUD

Le Gabon et le Maroc pour la consolidation de leurs échanges économiques

Après avoir jeté les bases, il y a moins de trois ans, le forum économique Gabon-Maroc se tiendra, pour une nouvelle fois, les 14 et 15 septembre à Rabat au Maroc avec comme objectif principal

de consolider les échanges économiques et commerciaux entre Libreville et Rabat. L'initiative de la représentation gabonaise à Rabat vise à promouvoir les secteurs porteurs

de l'économie à savoir l'énergie, l'économie verte, l'agriculture, la pêche, le tourisme et les nouvelles technologies de l'information.

Page 5

ÉDITORIAL

Franc CFA

Page 2

ÉDITORIAL

Franc CFA

Il y a, d'un côté, ceux qui ne veulent rien changer dans la gestion de la monnaie commune des quinze pays de la double Zone franc et, de l'autre côté, ceux qui réclament sa disparition avec la création d'une ou plusieurs monnaies qui garantiraient l'indépendance financière des pays africains face à l'Europe. Une opposition frontale qui relevait jusqu'à présent du simple choc des idées mais qui, semble-t-il, prend une tournure nettement plus politique en raison des tensions financières que génère la baisse brutale des cours des matières premières sur les marchés mondiaux.

Gardons-nous, pour l'instant du moins, de prédire ce qu'il adviendra dans les mois à venir dans ce domaine éminemment stratégique puisqu'il commande, d'une part, l'avenir des Etats africains et, d'autre part la stabilité de l'Euro lui-même. Disons en revanche, sans le moindre risque de se tromper, que l'Afrique francophone et l'Union Européenne feraient bien d'engager sans plus attendre des discussions sérieuses sur un sujet qui pourrait s'avérer explosif à court terme si rien n'est fait pour adapter le système monétaire existant aux réalités des temps à venir.

Ce conseil s'impose d'autant plus que l'Afrique connaîtra dans les trois ou quatre prochaines décennies des avancées fulgurantes dans tous les domaines. Outre le fait qu'à échéance d'un demi-siècle elle abritera près du tiers de l'humanité, sa croissance présente en fera l'un des plus vastes marchés du monde, sinon même le plus grand. Or les pays membres de la Zone Franc CFA représenteront le quart, voire même le tiers de cette immense communauté économique.

S'il est vrai que l'ouverture d'un véritable débat sur l'avenir du Franc CFA n'est pas facile étant donné les enjeux qu'il concerne, il l'est tout autant que ne pas oser le lancer dès à présent et au plus haut niveau des Etats africains et européens pourrait avoir à très court terme des conséquences dramatiques. Aucun continent n'est en effet à l'abri aujourd'hui d'une crise semblable à celle qui a dévasté il y a un peu plus de dix ans la communauté financière mondiale avec l'affaire dite des «subprimes». Et nombreux sont les observateurs de la scène financière qui mettent aujourd'hui en garde les Etats contre une réédition de ce cataclysme.

Les Dépêches de Brazzaville

ELECTIONS 2017

La ministre Nefer Ingani salue la représentativité féminine

La ministre de la Promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement, Inès Bertille Nefer Ingani, a salué le 7 septembre à Brazzaville, la participation des femmes aux élections législatives, locales et sénatoriales organisées au cours de cette année.

« L'examen des listes aux locales de 2017, les formations politiques telles que le PCT, l'UPADS, le MCD-DI, le RDPS, le Club 2002 Pur montre que sur un total de 399 candidats, on compte 120 femmes soit 30,08% à Pointe-Noire. Par contre à Brazzaville, on note la présence de 136 femmes sur 385 candidats soit 35,32% », a-t-elle indiqué.

La ministre Inès Bertille Nefer Ingani a souligné que ces résultats sont en légère progression par rapport à ceux des scrutins passés.

A la 13ème législature (2012-2017) sur 72 sénateurs, on dénombrait

14 femmes soit un pourcentage de 19,44%, alors que pour la 14ème (2017-2022) sur un effectif de 72 sénateurs, on compte 15 femmes soit 20,83%. « Je tiens à féliciter les grands électeurs du département des Plateaux pour le respect de la parité femme-homme. Sur les six sénateurs élus 3 sont des femmes. Par contre, je marque mon indignation face aux résultats des départements de la Cuvette et du Kouilou où aucune femme n'est élue », a déploré la ministre Inès Bertille Nefer Ingani.

Par contre, à la chambre basse, lors de la législature 2012-2017, sur 137

députés il y avait 12 femmes soit 8,75% tandis que pour la législature 2017-2022, sur 151 députés on compte 17 femmes soit 11,25%.

Au niveau des conseils départementaux et municipaux, pendant la période 2014-2017, on a dénombré 135 femmes sur 860 conseillers soit 15,69% et 2046 femmes sur 1117 conseillers lors de la législature 2017-2022. « Ces résultats, bien que positifs dans l'ensemble, montrent que de nombreux efforts restent encore à accomplir en vue d'une représentation équilibrée femme-homme dans les instances de décision surtout dans le domaine électif, où le Congo occupait la 172ème place dans le classement mondial de l'Union interparlementaire », a dit la ministre Nefer Ingani.

Fortuné Ibara

La Force montante congolaise se réjouit des résultats

Le premier secrétaire de la Force montante congolaise (FMC), Juste Bernardin Gavet, a fait, le 9 septembre à Brazzaville, le bilan de son mouvement au sortir des dernières élections législatives et locales. Ayant obtenu quatre députés et une vingtaine de conseillers, il s'est réjoui de la moisson obtenue par la FMC.

Faisant le bilan de ces échéances, Juste Bernardin Gavet a fait savoir qu'en ce qui concerne les élections législatives, le FMC avait investi officiellement huit candidats. Un nombre qu'il estime encore très faible au regard des ambitions que nourrit ce mouvement juvénile du Parti congolais du travail sur l'échiquier politique national.

Parmi les huit candidats qu'elle a présentés, cinq seulement ont été retenus comme candidats titulaires et trois autres comme candidats suppléants par la commission d'investiture. Au nombre des cinq candidats titulaires investis, quatre ont été élus députés, soit un taux de réussite évalué à 80%, contre trois candidats suppléants présentés,



Juste Bernardin Gavet, premier secrétaire de la FMC (photo adiac)

dont deux ont été élus, pour un taux de réussite de 66%, 67%.

« Même si nous n'avons pas atteint notre objectif, nous sommes tout de même satisfaits des résultats obtenus à l'issue de ces échéances électorales, car contrairement à la dernière législature, notre marche a connu un progrès significatif », a reconnu Juste Bernardin Gavet.

S'agissant des élections locales, sur les cent-quarante-cinq candidatures présentées par la FMC, quatre-vingt-quatorze seulement ont été agréées par la commission d'investiture.

Vingt-et-un au total ont été élus conseillers communaux et départementaux, soit un taux de réussite de 22,34%. Avec ce petit nombre d'élus, a soutenu Juste Bernardin Gavet, la FMC est représentée, aussi bien dans les instances dirigeantes de l'Assemblée nationale, qu'au niveau de certains bureaux des conseils départementaux et municipaux.

Parlant de son échec dans la deuxième circonscription de Dolisie, face à Jeremy Lissouba, le premier secrétaire s'est montré plus sportif. « La victoire à une élection démocratique dépend des rapports de force en présence, s'ils sont en votre faveur, vous gagnez haut les mains. Comme ils n'ont pas été à notre faveur, nous avons perdu, mais cela ne va pas nous décourager, bien au contraire, cet échec nous donne la force de bien affronter les élections futures », a martelé Juste Bernardin Gavet.

Répondant aux préoccupations de la presse sur la crise du Pool, le premier secrétaire de la FMC a invité Frédéric Bintsamou alias le pasteur Ntouni à la raison.

Firmin Oyé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbema, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba,

Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Meryll Mezath
(Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques :
Adrienne Londole
Chef de service publicité :
Rodríguez Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Errhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maoakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Assistante : Sylvia Adhdas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines :
Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

DROITS DE L'HOMME

Le Congo réitère la volonté de bien accomplir ses engagements

Une délégation du Haut-commissariat des Nations unies pour les droits de l'Homme a échangé, le 8 septembre à Brazzaville, avec le ministre de la Justice, des droits humains et de la protection des peuples autochtones, Ange Aimé Wilfrid Bininga. Au coeur des échanges, le point sur la question du respect des droits de l'Homme au Congo.



Ange Aimé Wilfrid Bininga (Adiac)

Cette délégation a été conduite par Scott Campbell, chef Afrique section II, division des opérations sur le terrain et de la coopération.

« Ils sont venus s'assurer si le Congo exécute bien les engagements qu'il a pris en matière du respect des droits de l'Homme, surtout s'imprégner de l'état d'avancement des recommandations qu'ils nous ont formulées, pour harmoni-

ser notre manière de collaborer au sein du système des Nations unies », a affirmé le ministre Ange Aimé Wilfrid Bininga.

Ainsi, les deux parties ont passé en revue toutes les questions liées à la sempiternelle problématique de respect des droits de l'homme au Congo, y compris dans le département du Pool jusque-là en crise, pour lequel le Congo est souvent taxé de violation des droits.

Le ministre de la Justice, des droits humains et de la promotion des peuples autochtones leur a fait le point global des droits de l'homme au Congo.

Il en a profité pour présenter à cette institution onusienne les efforts que le Congo déploie pour garantir le respect des droits de l'homme, tout en leur réitérant la volonté que le gouvernement affiche pour poursuivre la mise en œuvre effective avec la plus grande détermination de la feuille de route édictée par les Nations unies. « Nous avons fait le point sur la situation des droits de l'homme au Congo, pour nous accorder sur l'opportunité de poursuivre certaines activités, notamment des enquêtes là où elles s'avèrent nécessaires pour rétablir la vérité et marquer la grandeur de notre pays dans le concert des Nations unies pour les droits de l'Homme », a conclu le ministre de la Justice, des droits humains et de la promotion des peuples autochtones.

Firmin Oyé

TRANSPORT AÉRIEN

Gérard Romero, nouveau directeur d'Air France KLM pour le Congo

En remplacement de son prédécesseur, Jean Luc Lagarrigue muté à Madagascar, Gérard Romero a été nommé, depuis le 1er juillet dernier, comme nouveau directeur de la compagnie Air France KLM en République du Congo.

Homme d'expérience, Gérard Romero entre dans la compagnie en 1989 comme agent des services commerciaux à l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle. Il occupe ensuite d'importantes fonctions (chef de file passage, chef avion, agent de maîtrise exploitation) et, accède en 1999 au poste de chef d'escala de permanence au long courrier.

Fort de sa connaissance au sein de cette compagnie, l'une des plus grandes au niveau mondial, il rejoint ensuite pour 4 ans la direction sûreté où il se voit attribuer la mission d'encadrer une équipe d'auditeurs.

De 2007 à 2011, il cumule les responsabilités de directeur d'Air France KLM pour Haïti et chef d'Escala à Port-au-Prince, avant de représenter la compagnie en tant que directeur Air France KLM au Niger pour 4 ans et contribue à l'augmentation des fréquences de vol de sa ligne.

Le nouveau directeur d'Air France au Congo assurait, peu avant sa nomination, la fonction de chef d'escala et chef de District de Pointe-Noire où il est resté en poste depuis 2015. Il est, par ailleurs, conseiller au commerce extérieur de la

France depuis 2008. Toutefois, au niveau régional, Frédéric Descours a été, quant à lui, nommé nouveau directeur Afrique centrale, en remplacement de Pierre Muracciole qui devient directeur de la région Afrique du Nord et Sahel.

Ce dernier a rejoint le groupe Air France KLM en 2008 à Sydney en qualité de directeur du centre de relations clients pour l'Asie et le Pacifique, couvrant 9 marchés. Trois ans plus tard, il est appelé à une fonction simi-

laire à Londres pour l'ensemble du marché Europe (12 pays) et lance notamment un service clients via les réseaux sociaux. En 2015, il est nommé directeur d'Air France KLM pour le Danemark et l'Islande, où il développe fortement son activité avec 25 vols par jour au départ de sa zone. Diplômé en commerce et marketing de l'Université d'Evry et en administration économique et sociale de l'Université Paris-Sorbonne, il a travaillé, avant de rejoindre Air France KLM, au sein de grands groupes comme Pinault-Printemps-Redoute (français), Bertelsmann (Allemand) ou Soul Pattinson (Australien).

Guy-Gervais Kitina



Le nouveau directeur d'Air France KLM au Congo, Gérard Romero /DR

LE FAIT DU JOUR

Verdict impossible

Il est des occasions qui font beaucoup parler, mais aussi beaucoup réfléchir. La présidentielle annulée du 30 juillet dernier au Kenya en est une. Tant il est vrai que la décision de la Cour suprême de priver de sa victoire le président sortant, déclaré élu quelques jours plus tôt, a pris tout le monde de court. Tout le monde à commencer par les observateurs venus de divers horizons qui certifiaient, sur la foi des données à leur disposition, que les opérations électorales au Kenya avaient été justes et transparentes.

Opposant « historique » comme on en a un certain nombre dans beaucoup de pays africains, Raila Odinga a lui-même réalisé qu'il aurait eu tort de recourir à la rue, donc à un choix périlleux, pour contester la victoire de son adversaire, Uhuru Kenyatta. Au prononcé du délibéré par le juge

du contentieux électoral, il avait eu le large sourire d'un vainqueur de guerre, là où il aurait dû se contenter de celui du vainqueur d'une bataille. Car la victoire finale, Odinga et Kenyatta ne peuvent encore la célébrer maintenant. Ce serait vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué.

Par le fait de défaites électorales successives qu'il a souvent attribuées aux manies frauduleuses de ses adversaires, Raila Odinga a sans doute raison de considérer qu'il garde ses chances intactes pour le « troisième » tour électoral qui se jouera dans moins de deux mois. Cela ne signifie nullement que ces chances-là dépasseront celles que ses partisans-électeurs lui accorderont au prochain scrutin. Elles seront plutôt proportionnelles au nombre de bulletins que ces derniers introduiront dans l'urne en sa faveur. Et c'est là que

lui et son vis-à-vis sont à chances égales.

Ce qui laisse dire à certains observateurs que le duel Kenyatta-Odinga des semaines à venir porte les germes de contestations qui peuvent être violentes est la soif de l'emporter qui se lit dans chaque camp. Après avoir déclaré qu'il respectait la décision de la Cour, même s'il ne la comprenait pas, le président Uhuru Kenyatta a relevé d'un cran ses critiques à l'égard des juges de la plus haute institution judiciaire de son pays. Il prédit de possibles changements en son sein, car pour lui, quelque chose ne va pas à ce niveau.

Chez Raila Odinga, on pense fortement que la messe est dite pour l'équipe de Kenyatta. L'opposant charge désormais les membres de la Commission électorale dans la posture de quelqu'un qui a les cartes

en main, comme s'il était assuré de l'emporter sans coup férir. Mais ses partisans sont aussi convaincus qu'il gagnera l'élection. Ce qui d'ailleurs grippe la machine démocratique kenyane, les deux challengers semblent s'être attribués chacun l'une des deux institutions les plus concernées dans le processus actuel. Odinga la Cour suprême, Kenyatta la Commission électorale.

Le 17 octobre prochain, lorsque les Kenyans seront retournés aux urnes pour départager les deux hommes, cet adage bantou pourrait offrir le meilleur angle d'observation de cette confrontation au sommet. Voici ce que dit l'adage: au plus fort de la rivalité entre eux, quand l'hippopotame déclare « chez moi on ne puise pas l'eau », l'éléphant rétorque « chez moi on ne récolte pas le bois ». Attention à la guerre des pachydermes

Gankama N'Siah

SANTÉ

L'école paramédicale de Brazzaville fait peau neuve

Bâtiments réhabilités, murs repeints, l'école paramédicale et médico-sociale Jean Joseph Loukabou affiche désormais une nouvelle image, après les travaux de réfection. Elle a également été dotée d'un amphithéâtre de 150 places, d'une salle de conférence, d'un laboratoire, des salles de classes adéquates et d'autres structures.

D'une durée de dix mois, les travaux de réhabilitation de cet établissement ont coûté 701.000.631 de francs CFA. « Les travaux ont concerné, entre autres, la réhabilitation des bâtiments ; l'extension des salles de classe ; la construction d'un laboratoire, d'un amphithéâtre et d'un bloc administratif. Cette école a été équipée des toilettes extérieures, d'un local technique abritant le groupe de secours de 100kva », a expliqué le directeur en charge desdits travaux Eugène Emmanuel OKOKO.

La société Sicaf qui a exécuté les travaux, a officiellement remis les clés de l'école le 7 septembre, à la ministre de la Santé et de la Population, Jacqueline Lydia Mikolo qui les a transmises à son collègue de



Les participants à la cérémonie d'inauguration (Adiac)

l'Enseignement technique et professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint Eudes.

« Je ferai de mon mieux de mettre à la disposition des apprenants, des médecins professionnels déjà en exercice afin de leur apporter le savoir-faire nécessaire », a indiqué la ministre de la Santé et de la population.

Après avoir réceptionné les clés, le ministre de l'Enseignement technique et professionnel a déclaré : « Je transmets les clés à la direction générale de l'école en

leur demandant d'en prendre soin, car c'est une école de santé, et donc la propreté doit être de mise ».

La directrice de cet établissement Marie Gisèle Tsiabola a signifié que « la réhabilitation de l'école paramédicale de Brazzaville va apporter un plus dans l'enseignement. Autrefois, nous avions des difficultés sur le plan des infrastructures, et le fait que l'école ait été réhabilitée, nous aidera à former dans des conditions adéquates, les jeunes agents de santé qui sont l'avenir de notre pays ».

Désy Mbakou

JOURNÉE MONDIALE DE L'ALPHABÉTISATION

Le Congo opte pour une éducation pour tous

Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, estime que, cette année, le Congo adhère à cet engagement international, en consentant des efforts afin que l'éducation transforme les vies, pour bâtir la paix, éradiquer la pauvreté et promouvoir le développement durable.

Cette 51e journée est un événement, a-t-il indiqué, qui marque l'engagement de tous les pays à rendre durables les résultats, par et pour tous les citoyens, d'une éducation aux fins de leur épanouissement et leur insertion socioprofessionnelle, moyen sine qua non de contribuer au développement.

Comme le souligne, le ministre Anatole Collinet Makosso, « A titre de rappel, c'est en 1965 que la lutte contre l'analphabétisme et l'illettrisme a commencé dans notre pays. C'est depuis ce temps-là que les mécanismes de pérennisation des actions d'alphabétisation ont été mis en place, rendant cette démarche universelle ». Il a précisé que chacun de nous est en passe de constater que, au fil des années, l'alphabétisation et la rescolarisation continuent de jouer considérablement des rôles multiples et essentiels dans le tissu éducatif culturel et économique de notre pays. Pour le ministre, la preuve irrécusable est apportée par l'évolution positive des indicateurs de performance tels les taux d'admission aux résultats des examens d'Etat comme le CEPE, et le BEPC. « CEPE, session de juin 2017 : 86,65% des admis dans les centres d'alphabétisation et de rescolarisation ; BEPC, session de juin 2017 : 50,15% des admis dans les centres de post-alphabétisation », a rappelé le ministre Anatole Collinet Makosso.

Il a enfin ajouté que les actions pour une alphabétisation en faveur des programmes amorcés depuis longtemps donnent les résultats suivants : la mise en œuvre des politiques éducatives du gouvernement congolais à travers l'application des sous-programmes du plan national d'éducation; la stratégie sectorielle de l'éducation, qui sont déclinés en trois grands axes ou dominants d'intervention à savoir : l'accès et équité, la qualité des apprentissages et l'efficacité. La contribution du gouvernement japonais à travers le projet « Autonomisation des jeunes et adolescents hors de l'école », en 2016-2017, qui a débouché sur le renforcement des capacités des plus de 600 jeunes et adolescents dans les métiers porteurs d'emplois, notamment dans les départements de Brazzaville, Pointe-Noire, Likouala et Sangha. A noter que cette 51e journée est célébrée sur le thème : « Alphabétisation : une étape incontournable sur le chemin de l'éducation pour tous au long de la vie ».

Guillaume Ondzé

DISTRIBUTION DE PRODUITS PÉTROLIERS

Les transporteurs plaident pour la relance du trafic du CFCO entre Loutété et Brazzaville

Le dernier maillon de la chaîne aval, la distribution subit aujourd'hui de plein fouet des difficultés d'acheminement des produits pétroliers finis à Brazzaville. La Société commune de logistique (SCLOG) dispose d'une capacité de 74.500.000 litres avec ces 8 dépôts implantés sur l'ensemble du territoire national. Le dépôt de Brazzaville dispose d'environ 23.000.000 litres sans compter le volume provenant de Kinshasa par

voie fluviale, se trouve à ce jour dans l'incapacité de mettre à la disposition des populations et des industries des produits pétroliers finis dans un contexte où le besoin en consommation ne cesse d'accroître.

En effet, depuis la destruction des deux (2) ponts dans le Pool qui a entraîné l'arrêt du trafic ferroviaire, la seule issue qui reste c'est l'acheminement de produits pétroliers par voie routière. Par contre cette route fait l'objet aujourd'hui des attaques des ex-combattants ninjas. Les transporteurs de produits pétroliers éprouvent d'énormes difficultés dans leurs activités professionnelles. Une organisation temporaire a été mise en place pour acheminer les produits pétroliers à Brazzaville par un système de convoi de 80 camions de transfert par semaine. Ce convoi est supervisé par un hélicoptère plus deux (2) Toyota 4x4 de type BJ de militaires pour assurer la sécurité sur la route. Cette opération coûte soixante dix millions (70.000.000) francs CFA par convoi à l'Etat congolais.

Les transporteurs font face à au moins trente quatre (34) barricades implantées sur la route où ils doivent payer 2000FCFA à 5000FCFA par barricade. Le temps d'attente après chargement des camions citernes à partir du dépôt de Loutété avant départ des convois est d'une semaine, des nuits blanches au volant de leur camion.

Seuls les camions de transfert de plus de 30.000 litres sont adaptés à faire ce trafic. Les transporteurs de camion citerne de moins de 30.000 litres sont en cessation d'activités et ce chiffre est estimé au moins à 300 camions. Ce qui représente 300 chauffeurs plus 300 convoyeurs pour un total de 600 personnes qui se trouvent en chômage.

Les stations service à Brazzaville sont souvent en rup-



ture de carburant. L'ensemble de tous ces acteurs subissent un manque à gagner de leurs activités qui n'est pas compensé par l'Etat. Cette situation du Pool arrive dans un contexte économique international difficile particulièrement pour l'industrie pétrolière. La non résolution de cette crise crée dans le paysage de la distribution des mises en chômage technique pour des raisons d'ajustement interne liées à la baisse drastique des ventes. Les transporteurs de produits pétroliers demandent au gouvernement congolais :

1-De mener les actions efficaces pour rétablir la paix dans le Pool afin que la circulation des camions citernes soit faite librement sur l'axe Loutété / rond-point Mayama d'environ 200km et demandent aussi de supprimer les barricades qui augmentent les frais ;

2-De tout mettre en œuvre pour éviter les situations de pénuries qu'on observe dans les stations service qui engendrent par la suite le phénomène des demi-terrains, les kadhafis qui vendent des produits pétroliers non conformes aux caractéristiques techniques indiquées dans le décret n° 2002-262 du 1er août 2002 fixant les spécifications des hydrocarbures raffinés commercialisables au Congo. Le produit étant sensible, sa non disponibilité peut créer l'augmentation des prix des denrées alimentaires et des mouvements de grève dans la ville.

Les transporteurs approuvent la démarche du chef de l'Etat pour son dévouement à trouver les solutions idoines pour mettre fin à cette crise dans le département du Pool. La recommandation louable faite par le chef de l'Etat lors du conseil des ministres du 26/08/2017 sur la relance des activités du CFCO permettra de relancer l'acheminement de produits pétroliers par wagon-citerne de Pointe-Noire jusqu'au dépôt SCLOG de Brazzaville.



OFFRE D'EMPLOI

KD COMPUTER - Entreprise informatique Recherche

-2 Formateurs en réseau, maintenance des ordinateurs, Linux et Windows Server

-1 Technicien de maintenance

Bac + 2 / 2 ans d'expérience professionnelle

Maîtrise les réseaux câblés et Wifi / Windows 7/8/10/ Word/ Excel/Internet

-1 Secrétaire

Bac + 2 / 2 ans d'expérience professionnelle

Maîtrise Word/Excel/Publisher/Internet

-1 Technico-Commercial

Bac + 2 / 2 ans d'expérience professionnelle

Maîtrise Word/Excel/Publisher/PowerPoint/Internet

La connaissance de la langue anglaise est un atout déterminant
Dossier à fournir : Lettre de motivation, CV, diplôme, certificat ou titre professionnel

Horaires de dépôt : 17h30 - 20h00

Date limite de dépôt : samedi 09 septembre 2017

Tél : 06 621 45 25 / 05 345 78 62

Adresse : 849, rue Voula - Plateau des 15 ans (vers la pharmacie Jagger) Brazzaville - Congo

e-mail : kdcomputer2011@gmail.com /

kdcomputer2011@hotmail.com

MALI

La force militaire conjointe du G5 Sahel prend corps

Le président malien, Ibrahim Boubacar Keïta, a procédé le 9 septembre à l'inauguration du poste de commandement G5 Sahel contre les djihadistes. Cette force sera composée de militaires de cinq pays de la sous-région : Mauritanie; Mali; Burkina Faso; Niger et Tchad.

Situé dans une zone militaire à Sévaré, au centre du Mali, ce poste de commandement principal sera en contact permanent avec des armées des cinq pays membres (Mali, Mauritanie, Niger, Burkina Faso et Tchad). Ils vont mobiliser ensemble quelque 5 000 militaires pour lutter contre les terroristes dans l'espace qu'ils partagent au Sahel.

Les premiers bataillons de la force sont déjà disponibles. En termes de mode d'action, dans un premier temps, il s'agira de mener des opérations contre les terroristes aux différentes frontières.

L'objectif de la force internationale naissante est de lutter contre les attaques djihadistes qui visent le Mali et gagnent les Etats voisins. Cette force, déployée de prime abord aux confins du Mali, du Burkina Faso et Niger, s'ajoutera à l'opération française Barkhane qui traque les djihadistes dans le Sahel, et à la Mission de l'ONU au Mali (Minusma).

Signalons que les chefs d'Etat des cinq pays concernés ci-haut cités se sont rencontrés en juillet dernier à Bamako, lors d'un sommet en présence du président français, Emmanuel Macron, pour concrétiser leur projet de force conjointe contre les groupes djihadistes, qui reste cependant à financer. Emmanuel Macron a tout à la fois promis de l'aide, mais aussi demandé au G5 de faire preuve d'efficacité. « Ce sera à vous et à vos armées de convaincre que le G5 peut être efficace, dans le respect des conventions humanitaires. Les résultats doivent être au rendez-vous pour convaincre nos partenaires ». D'après lui, la France apportera 70 véhicules tactiques et un appui opérationnel. « Sur le volet militaire, c'est un effort équivalent à plus de 8 millions d'euros que nous consacrons d'ici la fin de l'année », estime le chef de l'Etat français. En pleine recherche d'économies pour cause de déficit budgétaire aggravé, la France espère le soutien d'autres pays de l'Union européenne, en faisant valoir que son engagement militaire au Sahel protège l'Europe tout entière. Elle compte notamment sur l'Allemagne, les Pays-Bas et la Belgique, et espère aussi un « soutien concret » des Etats-Unis, présents militairement avec notamment des drones au Niger.

Pour sa part, l'Union européenne (UE) a promis 50 millions d'euros, mais une telle force requiert au moins 400 millions d'euros, d'après les experts. Le budget prévu avoisinerait les 500 millions d'euros, selon une source.

Yvette Reine Nzaba

GABON-MAROC

Un forum bis pour la consolidation des échanges économiques

Après ces premiers pas, il y a moins de trois ans, le forum économique Gabon-Maroc sera une nouvelle fois organisé les 14 et 15 septembre prochains à Rabat au Maroc, à l'initiative de l'ambassade du Gabon dans ce pays. Objectif : consolider les échanges économiques et commerciaux entre Libreville et Rabat.



Le roi du Maroc et le président du Gabon (DR)

L'initiative de la représentation gabonaise à Rabat vise à promouvoir les secteurs de l'économie du pays tels que ceux de l'énergie, l'économie verte, l'agriculture, la pêche, du tourisme ou encore des nouvelles technologies de l'information.

Le souhait de cette ambassade est de faire du Maroc un partenaire privilégié dans le domaine des affaires et de positionner cette coopération économique comme un modèle de réussite Sud-Sud. « Ce nouveau forum Maroc-Gabon va permettre de présenter au patronat marocain les nombreuses opportunités d'investissements présentes au Gabon », a expliqué l'ambassadeur du Gabon près le Royaume du Maroc, Abdu Raz-

zaq Guy Kambogo. Ce forum sera organisé en collaboration avec les ministères gabonais des Affaires étrangères, et de la Promotion des investissements privés et les ministères marocains de l'Industrie, du commerce et de l'économie numérique, des Affaires étrangères et de la Coopération internationale.

Il vise aussi à consolider les échanges économiques et commerciaux entre Libreville et Rabat. Dans ce cadre, de nombreux opérateurs économiques des deux pays sont attendus pour cette plateforme d'échanges. A cet effet, deux panels axés sur les potentiels du Maroc et du Gabon et les

opportunités d'investissement, ainsi que le rôle des agences, fonds souverains, et caisses de dépôts dans le développement des économies et la dynamisation des échanges y sont prévus.

Les ambitions du Gabon pour les prochaines années sont immenses. Pays en pleine mutation, il souhaite investir quelque 21 milliards de dollars soit plus de 11 500 milliards de francs CFA sur les prochaines années pour renforcer les infrastructures et soutenir les pôles de croissance hors pétrole. Ce forum apparaît donc comme un moyen efficace de promotion de ces projets de développement.

Y.R.Nz.

TCHAD

Idriss Déby invite les bailleurs de fonds à investir massivement

Le président tchadien Idriss Déby a fait le déplacement de Paris dans le cadre du Plan national de développement (PND 2017-2021). Son pays a plus de 300 projets qui ont besoin de fonds.

Le président Idriss Déby Itno est à Paris à la rencontre des bailleurs afin de les inviter à investir massivement dans l'économie du pays qui souffre de la baisse des prix du pétrole. Quelque 500 investisseurs étaient présents. Il était en compagnie de son homologue mauritanien, Mohamed Ould Abdelaziz.

Le modèle mondial d'intégration du Tchad

Le président tchadien a rappelé dans quelle mesure le monde dépend du Tchad dans le renforcement de la sécurité et la stabilité de l'Afrique centrale et l'Afrique. Il a vanté le « modèle mondial pour l'intégration humaine » de son pays, son cadre de développement inclusif et consensuel et la place du « dialogue constructif entre son administration, la société civile, les groupes religieux, le Parlement et nos partenaires techniques et financiers ».

Si le Tchad est à Paris pour mobiliser des financements - plus de 6 milliards de dollars -, c'est aussi pour recueillir des suggestions sur le processus de relance de la croissance,

a indiqué le président. Il a rappelé que son pays a fait le « travail nécessaire pour fournir l'environnement juridique et économique pour que les investisseurs viennent participer à l'avenir »; notamment l'amélioration de la transparence et la gouvernance. Il a aussi indiqué que le développement et la protection de l'environnement des ressources naturelles vont de pair.

Défis à relever suite à la baisse du prix du pétrole

Idriss Déby a également reconnu que de nombreux défis sont à relever depuis la baisse des prix du pétrole, ainsi que dans l'absorption des populations immigrées et la per-

manence de la sécurité nationale et régionale. Tout ceci nécessite des ressources massives. Au-delà de la solidarité des partenaires, il demande à la communauté internationale des investissements « de considérer l'attractivité du Tchad en l'accompagnant » dans la diversification de son économie.

En réaction à la table ronde, l'opposition a organisé un alter-table ronde. L'Union européenne (UE) a annoncé la signature de plusieurs projets pour un montant de 176 millions d'euros. Un conseiller du président Idriss Déby n'exclut pas que son pays atteigne 10 000 milliards de FCFA en promesse d'investissements.

Avalanche de promesses de financements

Des groupes privés ont affiché des promesses plutôt encourageantes. C'est le cas du groupe de construction Saudi Bin Laden Group, qui va avancer 3 milliards de dollars et le rachat d'une partie de la dette intérieure tchadienne, le groupe énergétique italien Ascot, qui a conclu une lettre avec la Société nationale d'électricité tchadienne.

Le vice-président de la Banque mondiale (BM), Makhtar Diop a, quant à lui, annoncé le doublement de la participation de l'institution financière internationale.

Noël Ndong

INSTITUTION SAINT FRANCOIS D'ASSISE DE MAKABANDILOU

Etablissement scolaire privé • PRIMAIRE • COLLEGE • LYCEE • INTERNAT

00 (242) 05 549-44-07 / 06 642-96-07

secretaireisfa@gmail.com

web.facebook.com/institution-Saint-François-dAssise-de-makabandilou

JOURNEE PORTES OUVERTES

SAMEDI 09 SEPTEMBRE 2017

De 09h00 à 17h00

Informations et visites guidées

VENEZ NOMBREUX !



LIBYE

La conférence de réconciliation nationale prévue en décembre à Addis-Abeba

La quatrième réunion du comité de haut niveau de l'Union africaine (UA) sur la crise libyenne s'est tenue le 9 septembre à Kintélé, dans la banlieue nord de Brazzaville, regroupant pour la première fois sous l'égide de l'UA, les représentants des différents protagonistes.



Au terme des travaux, les membres du comité ont exhorté les Libyens à œuvrer pour le succès de la conférence sur la réconciliation nationale, prévue en décembre prochain à Addis-Abeba en Ethiopie.

Ils ont également exhorté les parties libyennes à surmonter leurs différends en privilégiant l'intérêt général de la nation en vue d'une sortie de crise. Le comité de haut niveau de l'UA a aussi salué la volonté des leaders libyens à poursuivre le dialogue pour parvenir à une solution politique durable avec la tenue des élections au cours de l'année 2018.

Cette rencontre a connu la présence du chef de l'Etat congolais, président dudit comité Denis Sassou N'Guesso, des présidents Jacob Zuma d'Afrique du Sud et Mahamadou Issoufou du Niger, du président de la commission de l'UA Moussa Faki Mahamat et de l'envoyé spécial de l'ONU en Libye Ghassan Salamé.

L'on a également noté la présence des représentants de la Ligue des Etats arabes, de l'Union européenne (UE) et des pays comme la Tunisie, le Tchad, l'Egypte, la Guinée et la Mauritanie.

À l'ouverture de la réunion, le président du comité de haut niveau de l'UA sur la crise libyenne a insisté sur la coordination des initiatives visant le règlement du conflit en Libye, ainsi

que sur la participation des membres du comité aux réunions du Quartet.

Après avoir salué l'initiative du chef de l'Etat congolais, le président de la commission de l'UA, le Tchadien Moussa Faki Mahamat a rappelé l'urgence de la résolution de la crise libyenne au regard de ses multiples conséquences aussi bien en Afrique qu'ailleurs.

« La bataille contre le terrorisme, la fragmentation et le chaos ne sont pas encore gagnés. Les réseaux criminels, les trafics d'êtres humains, des armes et des stupéfiants et de l'immigration clandestine et illégale continuent de sévir et de creuser le tombeau des espoirs légitimes du peuple libyen à la paix, à la démocratie et à la prospérité », a-t-il indiqué.

Pour lui, « plus que jamais l'aspiration à un Etat fort, bâti sur les fondations d'institutions civiles et militaires unifiées jouissant d'une légitimité interne et d'un appui international indéniabie, est aujourd'hui une exigence primordiale. Tous les efforts doivent être concentrés sur la réalisation de cet indispensable instrument de soutien durable de la crise libyenne ».

De son côté, l'envoyé spécial des Nations unies en Libye, Ghassan Salamé a signifié que cette rencontre de Braz-

zaville était « une étape importante et positive vers la réunion de haut niveau sur la Libye prévue dans une dizaine de jours en marge de l'Assemblée générale de l'ONU ».

« Nous sommes venus à Brazzaville avec la conviction que cette réunion sera après d'autres rencontres... une étape vraiment qualitative sur le chemin de la paix et de la réconciliation. Il me semble que le moment est bien pour engager avec fermeté un processus de sortie de crise que les Libyens doivent bien entendu avoir accepté et engagé », a-t-il dit. Le président du conseil présidentiel libyen Favez al-Sarraj a pris part à la réunion de Brazzaville, de même que le président du parlement basé à Tobrouk, Aguila Salah et d'autres représentants des parties impliquées dans la crise en Libye.

Interrogé sur l'absence du maréchal Khalifa Haftar à cette réunion du comité de haut niveau de l'UA, le président Sassou N'Guesso a expliqué lors de la conférence de presse que « nous avons réuni ici les personnalités politiques. Le maréchal Haftar est le chef de l'armée libyenne. Je me suis rendu moi-même une fois à Abu Dhabi pour le rencontrer. Il est en phase avec ce qui se passe ici ».

Christian Brice Elion

Denis Sassou N'Guesso : « l'Union africaine n'a pas d'agenda caché en Libye »

Le chef de l'Etat congolais qui a présidé, le 9 septembre à Brazzaville, la 4e réunion du Comité de haut niveau de l'Union africaine sur la Libye a lancé un message fort à l'endroit de la communauté internationale, appelant à bannir les égoïsmes et à éviter la mise à l'écart de l'Afrique dans la gestion de la crise qui mine ce pays.

« L'Union africaine et son Comité n'ont pas un agenda caché en Libye. Notre agenda est uniquement le retour de la paix et de la cohésion nationale, la défense de l'intégrité et de la souveraineté de ce pays. Aussi demandons-nous à nos partenaires, à la communauté internationale tout court, de ne pas ignorer, comme en 2011, la voix de l'Afrique sur la question libyenne », a notamment martelé le chef de l'Etat congolais qui préside depuis novembre 2016 ce comité composé de cinq chefs d'Etat africains et élargi aux dirigeants de pays voisins de la Libye.

Son appel est venu alors que les Nations unies ont annoncé, par leur envoyé spécial en Libye, Ghassan Salamé, la tenue d'une réunion de haut-niveau sur la Libye, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, le 20 septembre prochain à New-York, et que plusieurs observateurs redoutent que trop d'interventions sur la Libye risquent de compliquer la situation dans ce pays.

Après le sommet de la région parisienne à l'initiative du président français, Emmanuel Macron, après des appels de certains acteurs libyens à une médiation du président tchadien, Idriss Déby Itno, et après des tentatives de médiation amorcées par de pays voisins de la Libye, il était donc temps de penser à la crédibilité de la médiation de l'Union africaine.

A Brazzaville le 9 septembre, plusieurs ingrédients étaient réunis pour donner meilleures chances à une réelle avancée sur le dossier libyen.

« La présence pour une première fois, notait le président Denis Sassou N'Guesso, dans une même enceinte, des représentants des principales composantes de la crise libyenne, des membres du Comité de dialogue, apporte une motivation supplémentaire à notre Comité et constitue un signe d'espoir pour tous ». Pour le chef de l'Etat congolais, en effet, l'aboutissement des efforts de médiation pour le retour de la paix et la cohésion en Libye est « largement tributaire de l'implication et de la détermination des Libyens eux-mêmes ». Ainsi était-on en droit d'attendre de ces discussions largement inspirées par la décision des chefs d'Etat africains sur le rapport d'étape présenté au mois de juillet dernier à Addis-Abeba, que ressortent notamment un programme précis de la réunion de réconciliation des acteurs libyens envisagée dans cette capitale éthiopienne, ainsi que des engagements concrets en vue d'une sortie de crise en Libye.

La Rédaction

Communiqué final de la 4^e réunion du Comité de haut niveau de l'Union africaine sur la Libye - 9 septembre 2017

1. Le Comité de haut niveau de l'Union africaine (UA) sur la Libye a organisé sa 4^{ème} réunion au niveau des chefs d'Etat et de Gouvernement le 9 septembre 2017. La réunion a été présidée par le président de la République du Congo et président du Comité de haut niveau de l'UA sur la Libye, S.E. Denis Sassou N'Guesso.

Ont pris part à cette réunion : les chefs d'Etat et les représentants des pays suivants :

Afrique du sud, Niger, Soudan, Algérie, Mauritanie, Tunisie, Guinée, Tchad, Egypte. Les représentants des Nations Unies, de la Ligue des Etats arabes et de l'Union européenne y ont également pris part.

2. À l'ouverture de la session, des discours ont été prononcés par le président de la Commission de l'Union africaine, Son Excellence Moussa Faki Mahamat, par Son Excellence Ghassan Salame, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Son Excellence Monsieur Denis Sassou N'Guesso.

3. Les membres du Comité ont salué la participation au sommet des dirigeants politiques libyens dont le président du Conseil présidentiel Favez al-Sarraj, le président

de la Chambre des représentants, Aguila Saleh Issa, le président du Haut-conseil d'Etat, Abderrahman Swehli.

Le Comité a également salué la présence des membres des comités de dialogue, de la Chambre des représentants et du Haut-conseil d'Etat.

4. Les membres du Comité ont rappelé les conclusions de la 3^e réunion du Comité de haut niveau de l'UA, convoquée au niveau des chefs d'Etat et de Gouvernement, le 2 juillet 2017, ainsi que les communiqués du Conseil de paix et de sécurité sur la situation en Libye, y compris ceux adoptés lors de la 604^{ème} réunion du 9 juin 2016 et de la 703^e. Les membres du comité ont en outre rappelé la décision de la 29^{ème} session ordinaire de la Conférence de l'UA tenue à Addis-Abeba, du 3 au 4 juillet 2017, exhortant les parties libyennes à surmonter leurs différends politiques. Outre les déclarations de ses Etats membres, le sommet a entendu les rapports du Haut représentant de l'UA et du Représentant spécial des Nations Unies, ainsi que les propos de circonstances de la LEA et l'UE.

5. Les membres du comité ont exprimé leur profonde préoccupation concernant la

situation humanitaire et sécuritaire qui prévaut en Libye, caractérisée par une détérioration de la situation économique et humanitaire. La situation sécuritaire, notamment les défis du terrorisme et ses liens avec les réseaux criminels, y compris le trafic des êtres humains, a particulièrement retenu leur attention.

6. Le Comité, tout en rappelant qu'il ne peut y avoir de solutions militaires, a salué l'engagement de toutes les parties prenantes libyennes à poursuivre leurs efforts en vue de promouvoir une solution politique durable à la crise en Libye.

7. Les membres du Comité se sont félicités du début des travaux du Comité de dialogue au cours du sommet de Brazzaville et les ont exhorté à les finaliser rapidement. Les membres du comité de haut niveau exhortent en outre les membres du Comité du dialogue à explorer les voies et moyens les meilleurs pour le succès du forum inter-libyen de réconciliation nationale prévu à Addis-Abeba en décembre 2017.

8. Le Comité salue l'engagement du Secrétaire général des Nations Unies, Monsieur Antonio Guterres et encourage son Représentant spécial à poursuivre ses efforts en

étroite coordination avec l'Union africaine, en vue du retour de la paix, de l'unité, l'intégrité territoriale de la Libye et la réconciliation de toutes les forces politiques et sociales du pays.

9. Les membres du Comité ont félicité le président Denis Sassou N'Guesso pour son engagement sans faille et pour avoir organisé la 4^{ème} réunion du Comité de haut niveau sur la Libye et réuni les conditions de son succès. Ils ont en outre réaffirmé leur détermination à raffermir et dynamiser davantage leur action en faveur de la paix et de la réconciliation nationale en Libye et promouvoir la tenue des élections démocratiques, crédibles et régulières.

10. Compte tenu du caractère urgent de la tenue de la conférence de réconciliation nationale, il importe de mobiliser l'appui international en faveur des efforts de l'Union africaine. A cet effet, les membres du Comité demandent à la Commission de l'Union Afrique de convoquer dans les meilleurs délais une réunion du Quartet.

Fait à Brazzaville, le 9 septembre 2017

Les Participants

Allocution de S.E.M Denis Sassou N'Gusso, président du comité de haut niveau de l'UA sur la Libye à la cérémonie d'ouverture de la 4e réunion du comité

Excellences Messieurs les chefs d'Etat et de Gouvernement,
Mesdames et Messieurs les représentants des chefs d'Etat et de Gouvernement,
Monsieur le Président de la Commission de l'Union Africaine,
Monsieur le Représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour la Libye,
Monsieur le Représentant de la Ligue des Etats Arabes pour la Libye,
Madame la Représentante de l'Union européenne pour la Libye,
Monsieur le Premier ministre, chef du Gouvernement,
Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement,
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Chefs de missions diplomatiques et consulaires,
Distingués invités,
Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi et le peuple congolais, un réel plaisir de vous accueillir, une fois de plus, ici à Brazzaville, à l'occasion de cette quatrième réunion du Comité de haut niveau de l'Union Africaine sur la Libye, élargie aux acteurs de la crise libyenne. Je voudrais vous souhaiter, à tous, une chaleureuse et fraternelle bienvenue et un bon séjour dans la capitale congolaise.

J'exprime également, mes sincères remerciements aux différentes délégations libyennes qui ont accepté de prendre part à cette importante rencontre. Excellences Messieurs les chefs d'Etat, Mesdames et Messieurs,

Votre présence, parmi nous, est l'expression de votre engagement en faveur de la cause libyenne qui, depuis quelques années, constitue une profonde préoccupation pour l'Afrique, en raison de son impact sur notre continent.

C'est tout le sens de la présente rencontre qui se tient au moment où les libyens eux-mêmes sont résolument engagés dans la dynamique de recherche d'une issue heureuse à la crise que connaît leur pays.

En effet, la mise en place des Comités de dialogue, ici représentés, et les différents contacts entre les acteurs libyens, sont la preuve de leur volonté de mettre en œuvre des actions plus concrètes susceptibles d'accélérer le processus de retour à la paix dans ce pays.

C'est dans cette optique que la Conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UA a accepté, en juillet dernier, à Addis-Abeba, une décision sur le rapport d'étape présenté par notre comité de haut niveau.

Cette décision décline quelques axes

nécessaires que nous devons prendre en compte lors de nos travaux. Il s'agit :

d'une plus grande coordination et harmonisation des initiatives des différents acteurs africains impliqués dans les efforts en vue de du règlement de la crise libyenne ; de la participation du Représentant du comité aux réunions du Quartet ; de la nécessité pour les acteurs libyens de privilégier l'intérêt supérieur de leur pays, en adhérant au processus de dialogue inclusif pour une sortie de crise ; de la convocation à Addis-Abeba, à une date que nous devons déterminer, de la réunion de réconciliation nationale ; du rejet de toutes ingérences extérieures dans les affaires libyennes.

La présence, pour la première fois, dans une même enceinte des représentants des principales composantes de la crise libyenne, des membres du Comité de dialogue, apporte une motivation supplémentaire à notre comité et constitue un signe d'espoir pour tous.

Je le dis et je le répète, avec force, l'aboutissement de nos efforts est largement tributaire de l'implication et de la détermination des libyens eux-mêmes.

Je voudrais donc, les exhorter au sursaut, à tout mettre en œuvre pour dépasser les

clivages, à vaincre les égoïsmes individuels et partisans, pour donner la priorité à la Libye que le peuple de ce pays souhaite, en paix, réconciliée et plus forte.

D'ores et déjà, merci aux délégations libyennes, ici présentes, d'avoir entendu l'appel du comité de haut niveau et, au-delà, de l'Afrique tout entière. L'Union Africaine et son Comité n'ont pas d'agenda caché en Libye. Notre agenda est uniquement le retour de la paix et de la cohésion nationale, la défense de l'intégrité et de la souveraineté de ce pays. Aussi demandons-nous à nos partenaires, à la communauté internationale, tout court, de ne pas ignorer, comme en 2011, la voix de l'Afrique sur la question libyenne.

Dans l'agenda international figurent, en marge de la 72ème session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies, des rencontres consacrées à la Libye. Nous devons donc, également échanger sur ces rendez-vous qui, sans nul doute, accorderont une attention aux délibérations de la présente réunion.

Je souhaite pleins succès à nos travaux et déclare ouverte la quatrième réunion du Comité de haut niveau de l'Union Africaine sur la Libye.

Je vous remercie



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente**

Une sélection unique de la **LITTÉRATURE CLASSIQUE**
(africaine, française et italienne)

Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.



Un **Espace culturel** Pour vos **Manifestations** :

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Horaires d'ouverture:

Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Gusso
immeuble les Manguiers (Mpila),
Brazzaville République du Congo



**MULTIPLIE TON CRÉDIT
AVEC BONUS MOPAO**

Gagne jusqu'à **150% de bonus**
sur tes appels vers tous les réseaux

Compose *121*1*2#

AG Partners



AVEC CFAO, LE PRIX N'EST PLUS UN OBSTACLE!

PRIX SPECIAL

à partir de
21 900 000
Frs CFA TTC*



Offre valable
du
01 SEPTEMBRE
au
30 OCTOBRE
2017

Dans la limite des stocks disponibles



Pointe-Noire : 13 Rue Côte Matève
Brazzaville : Bld Denis Sassou Nguesso
www.cfaomotors-congo.com

BP 1110 - Tél.: (242) 05 313 29 97 / 05 550 17 78 / 06 665 44 65
BP 247 - Tél.: (242) 05 313 29 98 / 05 504 93 33 / 06 665 14 39
Email.: cfaomotorscongo@cfao.com



IN MEMORIAM



Déjà deux années que tu nous a quittés Papa! Le temps passe si vite, mais ton souvenir est plus que jamais là.
A l'occasion de ce triste deuxième anniversaire, du décès de notre très cher bien-aimé Père et Mari, Gilbert Okondza, les enfants Okondza : Justin, Opias, Gilthèse, Gandy, Gracette, Espérance, Viha et la veuve Thérèse Okondza Vous prient de se joindre à eux, afin d'avoir une pensée en mémoire de l'âme de cet illustre homme. A cet effet, une messe pour le repos de son âme, a été dite le dimanche 10 septembre 2017 à 10h30 en la paroisse Notre Dame des Victoires de Ouenzé.
Papa, nous ne t'oublierons jamais, que Dieu te bénisse.

NÉCROLOGIE

Yvette Reine Nzaba, journaliste aux Dépêches de Brazzaville, les familles Ndongo Mokana, Mokana, Congoléla, Eteka, sans oublier la grande famille du Ministère Chrétien du Combat Spirituel informent les parents, amis et connaissances du décès de leur mère, fille, tante, épouse, nièce et sœur, Ndongo Mokana Yvette Chantal, née Congoléla, baptisée Tabitha survenu le 3 septembre à Raleigh en Caroline du Nord, aux Etats-Unis des suites d'une maladie. La veillée funèbre se tient au Camp 15 août, case 414. Référence mess des officiers. Le programme et la date des obsèques vous seront communiqués ultérieurement.



Internet en illimité au meilleur prix

Pour votre famille, profitez de la solution **Internet à domicile** de MTN



LIVRE

Claude-Ernest Kiamba publie Politiques de l'éducation, formation des compétences et construction de l'état en République du Congo de 1911 à 1997

Publié aux éditions L'Harmattan, cet ouvrage de 441 pages est une contribution à l'analyse de l'action publique en Afrique noire. Sa présentation et dédicace a eu lieu la semaine dernière à Brazzaville, sous la houlette du Forum des gens de lettres



Claude-Ernest Kiamba dédicant son livre (Adiac)

Dans Politiques de l'éducation, formation des compétences et construction de l'Etat en République du Congo de 1911 à 1997 Claude-Ernest Kiamba parle de la science politique qui a longtemps été consacrée à l'étude des régimes, des élites des politiques, des institutions ou du pouvoir au détriment de l'analyse du fonctionnement de l'Etat au « quotidien » c'est-à-dire de ce que l'Etat fait ou ne fait pas. Or bon nombre de chercheurs estiment, aujourd'hui, qu'il faut réinsérer l'analyse politique dans une conception plus dynamique des rapports Etat-société de façon à ce que l'étude de l'Etat s'enrichisse de nouvelles problématiques.

Ce livre tente de comprendre la construction de l'Etat au Congo, non plus à travers cette démarche orthodoxe, mais à partir d'une analyse objective des logiques et des stratégies déployées par les pouvoirs publics dans le but de mettre en œuvre des programmes de gouvernement dans le domaine de l'enseignement. Autrement dit, il cherche à démontrer quelles étaient les capacités de ces acteurs à créer des dispositifs « légal-rationnels » autour des politiques réalistes en vue de la modernisation de l'Etat, notamment sur comment s'opéraient

les choix de ces politiques, quels étaient les alternatives, les débats et les moyens pour les appliquer ; enfin quel est l'impact de ces politiques sur la construction de l'Etat ? Les approches hiérarchiques stratifiées et interactionnistes de la réalité sociale permettent de comprendre les programmes réalisés de 1911 (date de la création officielle de l'enseignement) à 1997 (moment du déclenchement de la deuxième guerre civile du Congo) pour construire l'Etat. Le recours à la sociologie historique permet aussi d'avoir un regard d'ensemble sur la constitution du champ politique congolais. Répondant aux questions de la presse, sur les mécanismes de construction de l'Etat du Congo, objet de la création de ce livre, Claude-Ernest Kiamba, déclare : « Nous avons pensé que le domaine social de l'enseignement était l'un des domaines prioritaires quant à la construction

de l'Etat, parce que la construction de l'Etat implique la formation des compétences, or la formation des compétences passe par l'école ; donc l'école est prioritaire. C'est ça l'idée qui m'a conduit à écrire ce livre. »

Quant à la question de savoir à quelle qualité de lecteur est destiné ce livre ; son auteur pense qu'il est destiné à tout le monde aussi bien aux chercheurs qu'aux derniers des Congolais. Puis que là-dedans, poursuit-il, il y a les témoignages de tous ceux qui ont géré l'enseignement (comme Jérôme Yandza, paix à son âme) depuis l'époque de la colonisation jusqu'à l'époque d'aujourd'hui. Tous les acteurs politiques, tous les acteurs sociaux de production ont été interrogés. C'est donc un travail qui est parti sur des enquêtes méthodologiques basées sur des entretiens et un guide d'entretien avec ceux qui ont fait l'histoire aussi bien politique

que sociale de l'enseignement au Congo. C'est pour cela qu'il y a une certaine lecture critique des biographies personnelles des hommes politiques qui ont fait l'histoire de ce pays ; que ce soit Youlou, Tchitchelle, Opangault, comme est-ce qu'ils sont nés ; comment est-ce qu'ils ont fait pour faire des études ? Dans quels milieux ? Quels étaient leurs profils de carrière ? Il n'en a fait en même temps une sorte de dictionnaire des hommes politiques congolais tout ceci en joignant avec ce qu'ils ont réalisé comme œuvres. Par ailleurs, bien que Claude-Ernest Kiamba soit pour la construction de l'Etat, mais il pense que tout n'est pas à balayer de revers de mains. « Il est une urgence, certes, celui de repenser ce qu'on avait fait. J'ai bien dit que des ambitions étaient certainement nobles mais trop exagérées. Quand on met en place des politiques, il va falloir former d'abord des ressources, il faut des compétences pour gérer cela ; est-ce que nous avons des compétences ? »

Avant d'ajouter « On aura perdu donc du temps à mettre des réformes dont on sait que l'Etat n'avait pas de moyens. A cela il faut mettre beaucoup de crises socioéconomiques que nous avons connus depuis les années 1970, 1997. Le premier choc pétrolier les années 1980, le deuxième choc dans les années 1990. On n'est parti d'ajustement structurel en ajustement structurel. Donc la construction d'Etat n'implique pas la remise en plat de toutes

les dynamiques, mais une sorte d'ajustement structurel mental renforcé. Tout ceci passe par le respect de ce qu'on appelle le bien public. Ce qui appartient à tous sans appartenir à chacun en particulier. »

Notons que la modération de cet ouvrage a été faite par l'écrivain Willy Gom sous l'œil critique du docteur Noël Ramata Kodja.

Qui est Claude-Ernest Kiamba ?

Né à Saint Benoit Boundji (au nord de la République du Congo), le 05 septembre 1971, Claude-Ernest Kiamba est docteur en sciences politiques de l'institut d'études politiques de Bordeaux et à une maîtrise en philosophie de l'Université catholique d'Afrique centrale, institut catholique de Yaoundé au Cameroun. Ancien conseiller électoral à l'opération des Nations unies en Côte-d'Ivoire (2005-2007) et ancien directeur de cabinet du ministre de la Communication et des relations avec le Parlement du Congo-Brazzaville (2009-2010), il est professeur (maître de conférences) de Sciences politiques à la faculté de sciences sociales et gestion de l'Université catholique d'Afrique centrale et directeur du Master en gouvernance et action publique. Marié père de quatre (4) enfants, il appartient à plusieurs réseaux scientifiques, dont l'Association pour la promotion des droits de l'homme en Afrique centrale (Apdhac) et le Réseau africain des instituts de formation de formateurs de l'enseignement technique (Raiffet).

Bruno Okokana

VISITEZ LE MUSEE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Musée du Bassin du Congo

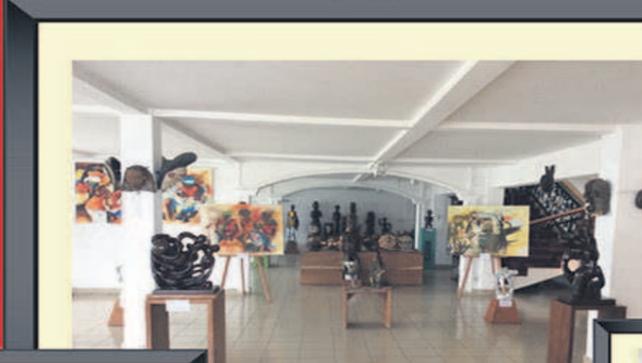
galerie CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE






L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition

à la Modernité

situé 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso

Immeuble les manguiers - Mpila

dans l'enceinte des Dépêche de Brazzaville

KASAI

L'ONU dénonce des «souffrances humaines à très grande échelle»

L'ONU a dénoncé vendredi des destructions massives et des «souffrances humaines à très grande échelle» dans la région du Kasai, une région du centre de la République démocratique du Congo en proie à des troubles depuis plus d'un an.

Une équipe du Haut commissariat de l'ONU aux réfugiés (HCR) est rentrée la semaine dernière d'une première mission sur le territoire de Kamonia, à la frontière entre la RDC et l'Angola, qui a été au centre des troubles. Selon une porte-parole du HCR, 9 villages sur 10 près de la ville frontalière de Kamako ont été entièrement brûlés lors d'attaques menées par des groupes armés, ou lors de combats entre ces groupes et les forces gouvernementales. «Des groupes armés locaux ont systématiquement détruit ou pillé les centres de soins, des écoles ou d'autres bâtiments publics», a indiqué la porte-parole du HCR Cécile Pouilly. «Les enseignants et les soignants ont fui ou ont été tués», a-t-elle ajouté. Des



Cécile Pouilly, la porte-parole du HCR

centaines d'enfants ont été séparés de leurs parents ou ont été témoins de leur meurtre, a ajouté le HCR. «Les destructions et les souffrances

humaines induites par le conflit dans la région du Kasai ont atteint une très grande échelle», toujours selon l'agence des Nations

unies. En août dernier, le Haut commissariat aux droits de l'homme de l'ONU avait indiqué que quelque 251 personnes, dont 62 enfants, ont

été victimes d'exécutions sauvages entre mars et juin dans le Kasai. La crise de la région du Kasai a commencé il y a un an environ et s'étend à 9 des 26 provinces de la RDC, selon le HCR. À présent, une grande partie du territoire au cœur du conflit est sous le contrôle des forces du gouvernement, mais le retour à la paix reste fragile, note le HCR. Le HCR a lancé un appel de fonds de 102,5 millions de dollars pour financer ses opérations dans la région.

À ce jour, seuls 17% de cet appel ont été financés.

Les violences qui impliquent miliciens, soldats et policiers au Kasai ont causé depuis un an la mort de plus de 3000 personnes, d'après des chiffres rassemblés par l'Église catholique, et environ 1,4 million de gens ont fui leurs foyers dans cette région, selon l'ONU. Ces violences ont éclaté en septembre 2016, un mois après la mort d'un chef traditionnel, Kamwina Nsapu, tué lors d'une opération militaire après s'être révolté contre le pouvoir de Kinshasa.

AFP

KIVU

La Cojeunak dénonce une asphyxie politique et socio-économique totale et délibérée

Pour cette association, ce constat est devenu très perceptible à travers des indicateurs au rouge qu'elle a étalés et vus comme un mode silencieux d'extermination de tout un peuple.

Dans un appel urgent du 8 septembre, signé par Bahati Batwana Musabao, son porte-parole, la Coordination de la jeunesse Nande de Kinshasa (Cojeunak) a prévenu sur la détérioration, sous la barbe des autorités tant provinciales que nationales de la RDC, de la situation socio-économique et politique dans la province du Nord-Kivu. Ce regroupement a particulièrement pointé la partie dite Grand Nord.

La Cojeunak a, en effet, dit, dans son appel, amèrement constater la résurgence de l'insécurité récurrente couplée d'une dégradation avancée des infrastructures routières tant principales que de desserte agricole observée au sommet par le bourbier infranchissable sur l'axe Butembo-Beni. Pour cette ASBL, cela constitue une « preuve d'une volonté politique délibérée d'asphyxier ce coin stratégique du pays. Ce constat devient très visible à travers des indicateurs au rouge que la Cojeunak étale comme mode silencieux d'extermination de tout un peuple », a dit cette organisation de la jeunesse de ce coin

du pays vivant dans la capitale.

Des preuves palpables

La Cojeunak a noté, sur le plan politique, que la communauté nande, forte de plus de 7 millions d'habitants, n'est pas valablement représentée dans les structures étatiques et non étatiques telles le gouvernement (un seul ministre), les entreprises publiques (un seul directeur général), l'administration publique (un seul secrétaire général). La structure a identifié un seul général nande en fonction dans l'armée et aucun dans la police, alors qu'elle n'a relevé aucun membre de cette communauté comme responsable dans les structures pilotant les partis politiques que ce soit du pouvoir ou de l'opposition.

Sur le plan socio-économique, la Cojeunak a noté l'impraticabilité des voies de communication, la cherté de la douane à Kasindi ainsi que la multiplicité des taxes qui brisent, selon cette ASBL, la dynamique économique de la région. Cette coordination a relevé, en guise d'exemple, que sur 1634 km des routes, à peine une dizaine asphaltées, avec 15 mille dollars américains pour le dédouanement avec AV Bivac d'un conteneur 40 pieds. « Kasindi culmine au sommet de la douane la plus chère en RDC pour une région sinistrée », a dénoncé la Cojeunak.



Bourbier sur l'axe Butembo-Beni/photo Vusolo

De l'avis de cette association, en dépit de sa quatrième position en mobilisation des recettes, soit 5,13%, le Nord-Kivu bénéficie moins en termes d'investissements en infrastructures pro-croissances (eau, électricité, routes...).

Ce qui l'a amené à tirer la sonnette d'alarme et a exhorté les autorités civiles et militaires notamment d'organiser une conférence internationale sur la sécurité et le développement du Grand Nord-Kivu dans les villes, victimes de l'insécurité (Goma, Beni et Butembo). Cela permettra, selon cette association, de trouver les pistes de solution à cette crise sécuritaire, véritable frein au développement de la contrée. Cette ASBL attend également de ces autorités de tenir compte du poids démographique et géopolitiques régionaux cou-

plés de méritocratie dans le choix des responsables au sein de différentes institutions et structures tant nationales que provinciales; de déployer urgemment des équipes techniques (Office des routes, OVD) pour procéder à l'asphaltage, selon les règles modernes, des routes en vue de mettre fin au bourbier de la honte sur l'axe Butembo-Beni, ainsi que d'autres routes de dessertes agricoles destinées à l'évacuation des produits agricoles qui périssent dans les villages. La Cojeunak leur recommande aussi de procéder à la construction rapide d'un nouveau pont sur la Semliki répondant aux normes techniques exigées capable de supporter plus de 60 tonnes/véhicule car, la réhabilitation de ce pont vétuste demeure un risque potentiel d'effondrement. Cette association les exhorte égale-

ment à procéder à l'audit des différents contrats signés par Sopenco, CREC7 et Foner, des sociétés censées entretenir et réhabilitées ces routes en contrepartie de récupération de 150000 USD mensuels ; et à la restitution de la gestion du péage route à leurs initiateurs pour permettre à la FEC et l'Acco de poursuivre leur but vue l'inefficacité du Fonds d'entretien routier.

À la communauté nande, en particulier et congolaise, en général, la Cojeunak appelle à la sensibilisation des jeunes à se désolidariser des groupes armés qui écument la région, et les invite plutôt à s'enrôler massivement dans les Forces armées de la RDC pour mieux défendre la contrée et le pays; à s'impliquer davantage dans les organes de décision des structures étatiques et non étatiques en faisant valoir la compétitivité, la compétence et le savoir-faire du peuple nande et à rester unis, solidaires et se rapprocher d'autres communautés congolaises pour faire obstacles aux comploteurs de la balkanisation de notre pays à partir de l'Est. La Cojeunak appelle, par ailleurs, la communauté internationale à renforcer son appui sur le plan sécuritaire et de développement à travers les accords bilatéraux en se rapprochant plus du peuple.

Lucien Dianzenza

URBANISATION

Urgence d'un plan d'aménagement pour Kinshasa et les grandes villes de la RDC

Au cours des prochaines décennies, le gouvernement de la République devra élaborer un programme national pour promouvoir l'accès de la population congolaise à un habitat décent et à moindre coût. En matière de construction, le Congolais dépense en moyenne 1 000 dollars américains USD par mètre carré, soit le double de la moyenne enregistrée dans certains pays limitrophes.

Selon plusieurs études de référence internationale, la RDC sera l'un des dix pays qui contribueront le plus à la croissance démographique mondiale d'ici à 2030. Face à une telle perspective, nombre d'experts et cabinets spécialisés s'intéressent de plus près à la politique de l'habitat du pays. En effet, il est crucial que les autorités compétentes arrivent effectivement à faciliter l'accès du plus grand nombre de Congolais à un logement digne. Cette question majeure a figuré à l'ordre du jour d'un grand débat lancé par les participants de la deuxième édition d'Expo Béton, essentiellement les décideurs publics, scientifiques et professionnels du secteur, qui s'est tenu du 7 au 10 septembre au Shark Club de Kinshasa. Pour rappel, les orateurs ont réfléchi sur les défis, enjeux et perspectives de la planification et aménagement des zones industrielles et résidentielles des agglomérations urbaines congolaises. Les participants ont réfléchi sur les voies et moyens d'étendre et d'agrandir, voire de construire les villes. Ils ont élargi leur réflexion sur certaines questions spécifiques comme les centres d'intérêt économique et pôles de croissance dans les zones

industrielles et minières, sans oublier les infrastructures de base et les facilités d'accès aux services publics.

Rabaisser le coût au mètre carré

Comme nous le disions au début, un Congolais dépense en moyenne deux fois plus que le ressortissant d'un pays limitrophe. Même si le ciment et le fer à béton sont disponibles dans le pays, plusieurs variables interviennent de manière significative dans le coût global d'un projet de construction. Il y a par exemple les matériaux de bâtiments importés ou pris en location à des prix exorbitants. C'est le cas des divers engins utilisés tout au long des travaux. Par ailleurs, le prix du terrain appelé à accueillir l'habitation influence également le coût global. Pour le président de l'ASBL Expo Béton, Jean Bamanisa, le foncier serait même la variable responsable du coût onéreux de la construction en RDC. Plus l'on se rapproche des centres urbains, plus l'on observe une réelle pression sur le prix foncier. Enfin, il faut citer la main d'œuvre congolaise moins qualifiée qui oblige à recourir systématiquement à une expertise étrangère, impliquant ainsi des frais sup-



La ville de Kinshasa

plémentaires. Voilà autant de problèmes réels qui continuent à empêcher le Congolais moyen à accéder à un habitat décent à la portée de sa bourse. L'idéal serait d'arriver justement à revoir à la baisse le prix au mètre carré.

Pistes de solutions durables

Les rencontres du genre « Expo Béton » et tant d'autres dans le domaine de l'architecture et du bâtiment offrent un cadre adapté aux échanges entre professionnels pour arriver à dégager des solutions réalistes et surtout faciles à mettre en pratique. Dans les

nombreuses recommandations, un aspect revient souvent : l'émulation. Comment encourager les jeunes à fréquenter davantage les filières techniques ? Dans le cas de l'Expo Béton, le comité organisateur prévoit un concours à l'attention des instituts supérieurs et universités techniques de la ville province de Kinshasa pour promouvoir exclusivement les innovations dans le secteur de la construction. Les auteurs classés en première position dans chaque catégorie pourront bénéficier d'un contrat de maître d'ouvrage pour la réalisation de leurs projets innovants avec

l'accompagnement du comité organisateur d'Expo Béton et d'autres intervenants. Quant aux solutions durables, une convergence de vues semble se dégager sur certaines propositions dont l'élaboration d'un programme capable de doter toutes les grandes villes congolaises d'un plan d'aménagement urbain, la définition d'un programme national de rénovation des agglomérations urbaines et la définition des stratégies prioritaires d'aménagement des banques, coopératives et mutuelles de l'habitat. Nous y reviendrons.

Laurent Essolomwa

KONGO CENTRAL

Incursion des militaires angolais en territoire de Lukula

Ils étaient, d'après des sources, à la poursuite des combattants du Front de libération de l'enclave de Cabinda (Flec) qu'ils soupçonnaient d'avoir établi leur base arrière dans le village congolais.

Les habitants du village Kakongo situé dans le territoire de Lukula à 200 km à l'ouest de Matadi (Kongo central) vivent depuis quelque temps dans la terreur. La sérénité n'est plus de mise dans ce secteur depuis que des militaires angolais y entrent et repartent au grand dam de la population locale terrifiée. La peur au ventre, les villageois laissent faire, remettant leur sort entre les mains des autorités provinciales qui ne pipent mot sur cette



Matadi, Chef-lieu du Kongo central

situation. Le 7 septembre, une cohorte d'unités de l'armée angolaise a fait irruption à Kakongo allant jusqu'à encercler des villages provoquant la fuite de leurs oc-

cupants craignant pour leur vie. Officiellement, les militaires angolais sont à la recherche des combattants du Flec qu'ils soupçonnent d'avoir

établi leur base arrière dans le village congolais de Kakongo.

D'après le président de la société civile locale, les services de sécurité congolais étaient informés la veille de la traque qu'allait mener l'armée angolaise contre les rebelles du Flec en vue de les contraindre au délogement. La nouvelle n'ayant pas été communiquée à temps à la population, cette dernière a été surprise par la présence des militaires angolais sur son sol sans en connaître les motivations. Pour une autre opinion, cette présence militaire angolaise au Kongo central ne serait qu'un prétexte qui dissimulerait une réalité autre que celle brandie officiellement.

Un appel pressant a été lancé aux autorités congolaises à protéger les civils dans cette zone frontalière névralgique pour s'assurer qu'ils ne soient pas les victimes collatérales du conflit qui oppose Luanda aux séparatistes de l'enclave de Cabinda. Aucune réaction officielle de la part des autorités à Kinshasa. Notons que cette situation qui n'est pas la première du genre intervient quelques jours seulement après la présidentielle ayant propulsé João Lourenço à la tête de l'Angola qui, par dessus-tout, reste une des grandes puissances militaires de la région.

Alain Diasso

INTERVIEW. PITCHO WOMBA KONGA

« L'objectif primordial était d'ouvrir cette piste de possibilités »

À la soirée de restitution d'un atelier organisé autour du projet Dramaturgie urbaine né d'un partenariat entre le KVS (le Théâtre royal flamand) et la Plate-forme contemporaine (PC) de Kinshasa, l'artiste venu de Bruxelles s'est épanché sur les contours de cette initiative. Dans cet entretien exclusif accordé au Courrier de Kinshasa le 11 août à Bandal, il évoque la suite de ce travail de laboratoire réalisé en douze jours avec six slameurs et six vidéastes.

Le Courrier de Kinshasa : Pourriez-vous vous présenter à nos lecteurs ?

Pitcho Womba : Je suis un artiste issu du milieu urbain premièrement, ensuite je peux juste décrire les différentes casquettes que je porte : rappeur, slameur, comédien, metteur en scène, réalisateur, directeur artistique et directeur d'une structure qui s'occupe de pas mal de choses liées aux arts urbains.

L.C.K. : Laquelle ou lesquelles de ces multiples casquettes êtes-vous venu brandir pendant ce séjour à Kinshasa ?

P. W. : Je suis à Kinshasa d'abord pour brandir mon amour pour les artistes congolais, ensuite pour partager avec eux mes expériences qui, à cause de mes différents chapeaux, sont plurielles. Et je trouve que c'est extrême-

ment intéressant d'avoir ce rapport avec plusieurs types de langage artistique parce que je pars du principe que l'on n'accepte pas la vérité mais que l'on s'y approche en apprenant, en rencontrant de

plus en plus de choses et en se connectant à de plus en plus de choses. Je suis donc venu un peu coacher des artistes, travailler avec eux sur la dimension artistique et leur donner de la force mais ils m'en donnent aussi en retour. Ce qui m'a vraiment intéressé ici ce sont les rencontres.

L.C.K. : Sur quoi ont-elles porté ces intéressantes rencontres ?

P. W. : Elles ont porté sur la dimension artistique des artistes, leur vision de l'art en général, que ce soit dans le slam, l'écriture et aussi dans la vidéo. Ce qui était important, je le leur ai dit, mon rapport à l'artistique est la suivante : Je pense qu'il y a des codes intéressants mais qu'ils sont maximisés à partir du moment où l'on peut les déconstruire. C'est-à-dire apprendre pour apprendre à désapprendre aussi, pour créer des choses nouvelles ou de nouvelles connexions. Pour moi, le travail s'est fait à ce niveau. Par rapport au slam, je sais que le Congo est assez isolé et que la seule connexion réalisée venant de l'extérieur c'était avec Grand Corps Malade. Il était, à mon avis, important de leur dire qu'il existe plusieurs types, manières de slamer et plusieurs directions. Mais que, surtout, le slam, c'est l'expression. Il ne suffit pas seulement d'écrire, il y a un jeu théâtral derrière. Il y a aussi des senti-

quelque chose d'abstrait : « Nous ne travaillons pas sur la base d'un documentaire, lâchez-vous, amusez-vous. Oubliez les codes que l'on vous a appris à propos de la réalisation d'un documentaire, emmenez-nous quelque chose qui vienne du cœur ». Je pense qu'ils se sont surpris eux-mêmes en voyant les résultats. Ils ont expérimenté de nouvelles possibilités et cela a résonné au niveau du public. Cette expérience est, à mes yeux, super intéressante et enrichissante parce que je me rends compte que c'est dans l'expérimentation que l'on gagne des choses ; en essayant et en trouvant des pistes.

L.C.K. : Vos rencontres avec les artistes ont été présentées comme une sorte de laboratoire qui a servi à une expérimentation, quel en est l'objectif final ?

P. W. : Dans un premier temps, le laboratoire a servi à voir si nous pouvions arriver au résultat qui a été présenté aujourd'hui. L'objectif premier était aussi de mettre en relation tous ces artistes, slameurs et cinéastes. Comme l'ont reconnu Peter et Anny, ils se voyaient mais ne se connaissaient pas, n'avaient jamais travaillé ensemble. Mais l'on se rend compte qu'au bout de deux semaines de travail, une réelle affinité s'est créée. Plein de connexions se sont mises en place, ils ont réalisé



Pitcho Womba Konga lors de la soirée de restitution

du travail qui a été fourni ici. Cela va peut-être ouvrir des pistes à des réalisateurs, des producteurs, etc., qui projetaient déjà de travailler au Congo et peuvent se décider à s'y mettre avec l'un ou l'autre artiste dont il aura vu et aimé l'ouvrage. L'ambition c'est de vraiment ouvrir cet espace au monde. Je pars toujours du principe, du concept que l'on est des fils du bled, des enfants du pays pour terminer hommes du monde. Et, je pense que les choses dites, racontées par les Congolais, peuvent aussi résonner dans le monde. Quelque part, nos histoires complètent celles des autres, mais un manque de travail culturel de la part de l'État, du gouvernement fait que des structures belges, françaises, etc., viennent travailler avec des artistes congolais. Ce n'est pas mal, je ne suis du reste pas du tout contre, mais je trouve que ce serait mieux d'installer certaines structures ici, de l'intérieur. La plate-forme de Dada Kahindo est un bel exemple du genre. Je trouve génial que cela existe. Cela est un motif de fierté de voir que des Congolais font aussi des choses ici et croient aux artistes qui sont ici et peuvent faire en sorte que leurs histoires résonnent à travers le monde. C'est un peu une espèce de mission que je m'assigne et que j'ai envie de réaliser.

Après en ce qui concerne ce qu'il y a à faire sur le terrain, il faudrait le voir avec le KVS, parce que dans un premier temps, nous avons été mandatés par le théâtre flamand. C'est ce qui me permet d'affirmer que les films montrés ici vont être présentés au KVS pour donner le retour

en relation avec les artistes d'ici. Moi, je me considère toujours comme un pont, je ne me sens pas à cent pour cent comme un gars de là-bas mais en même temps, je ne suis pas non plus à cent pour cent quelqu'un d'ici. Donc, vu que j'ai la possibilité d'être dans cette configuration, j'en fais profiter à un maximum de personnes. L'esprit du laboratoire c'est de dire : « Nous avons des éléments dont nous prenons conscience ». Dans un futur proche ou lointain, je crois, c'est très clair, qu'il en sortira de bonnes choses. Que ce soit un long métrage ou des séries, etc. Utiliser certains slameurs et les mettre en mode comédien, organiser plusieurs choses... Par ailleurs, moi j'ai un festival à Bruxelles qui s'appelle Congo-lisation pour lequel je vais certainement inviter un slameur ou un cinéaste l'année prochaine et peut-être que pour celle d'après je me remettrai en contact avec eux pour un autre projet. Et, comme je suis acteur aussi, il s'en trouvera peut-être un qui me proposera de jouer dans un film ou alors, c'est moi qui demanderai à l'un d'eux de le faire dans un film que j'ai envie de tourner ici, etc. Donc, il y a plein de possibilités. Et pour moi, l'objectif primordial était d'ouvrir cette piste de possibilités.

L.C.K. : Ainsi, à vous entendre, il faut s'attendre à la continuité de ce projet...

P. W. : Exactement, oui !

Propos recueillis par Nioni Masela



Les slameurs et vidéastes en plein atelier du projet Dramaturgie urbaine

ments, une mise à nu par rapport au public. C'est cela que j'ai amené au niveau du slam. Pour ce qui est de la vidéo, la plupart des cinéastes que l'on a rencontrés font beaucoup de documentaires. Nous leur avons dit que nous partons sur

qu'ils devraient plus travailler ensemble et se disent qu'ils ont besoin les uns des autres. Je pense que c'est déjà là une première réussite. Ensuite, l'idée c'est que Roland, le vidéaste, et moi, qui sommes venus de Bruxelles, soyons

qu'ils devraient plus travailler ensemble et se disent qu'ils ont besoin les uns des autres. Je pense que c'est déjà là une première réussite. Ensuite, l'idée c'est que Roland, le vidéaste, et moi, qui sommes venus de Bruxelles, soyons

AFROBASKET MASCULIN 2017

La RDC débute par une défaite face au Mali

C'est par une défaite que les Léopards basket-ball messieurs ont débuté la 29^e édition de l'Afrobasket masculin, le championnat d'Afrique des nations de basket-ball qui se déroule en Tunisie.

Privés de leurs stars de la NBA nord-américaine (Bismack Biyombo d'Orlando et Emmanuel Mudiay de Denver), les RD-Congolais ont été battus, le 8 septembre par les Maliens par 82 points à 87, en première journée du groupe A. À la pause, les poulains du coach Papy Kiembe Kipunga étaient à la traîne, avec 12 points de retard sur leur adversaire (22 points à 34). L'entame de la partie était déjà pénible pour la RDC, menée par 9 points à 15 au premier quart-temps, et ensuite par 14 points à 19 au deuxième quart-temps.

Les Léopards de la RDC ont eu un sursaut d'orgueil après la pause en remportant le troisième quart-temps par 19 points à 15 et 29 points à 22 au quatrième quart-temps, avec Hervé Kabasele qui a fini la partie avec 25 points et 8 rebonds à son actif. À la fin du temps réglementaire, la RDC et le Mali ont été à égalité de 71 points chacun. C'est à la prolongation que le Mali s'est arraché, alors que la RDC cra-



quait littéralement, se laissant distancer de cinq points, soit à la fin 82 points à 87. Pour sa deuxième sortie, les Léopards basket-ball messieurs de la RDC ont affronté, le 9 septembre, les Éléphants bas-

ket-ball de la Côte d'Ivoire. On rappelle que les Léopards se sont qualifiés aux dépens des Fauves du Bas-Oubangui de la République Centrafricaine. Les joueurs retenus pour l'Afrobasket sont Buno-

go Bayombo, Aristote Chiza, Myck Kabongo, Hervé Kabasele Kasonga, Eric Kibi, Chadrack Lufile, Docta Mutombo Lukusa, Johnny Buzangu Mualaba, Omori Mulumba, Arsène Mbay Mutombo, Roly

Les Léopards basket-ball messieurs de la RDC Fula Nganga, Christian Niamazomi, Mohamed Ntumba, Maxi Munanga Shamba, Jordan Shako, Jericho Samuna, Evariste Shonganya Tolembo et Djo Loo Yele.

Martin Engimo

ENTREPRENEURIAT

Un show TV inédit dédié aux entrepreneurs et porteurs de projets novateurs

Le show TV dénommé "Lions Cage" sera diffusé dans les pays francophones et son enregistrement aura lieu le 16 septembre 2017 à Douala au Cameroun.

Lions Cage, show télé unique dans sa conception et premier du genre en Afrique, vise les innovateurs, entrepreneurs, dé-



Une vue du site de l'émission

veloppeurs ou startupers qui, pour décrocher un financement, présenteront leurs projets à un jury constitué de professionnels aguerris baptisés pour l'occasion "Les Lions".

Les critères pour la sélection finale ont pris en compte, entre autres, l'originalité de l'idée présentée et la force du business plan. Durant le show, les candidats retenus auront la possibilité d'entrer en contact avec des hommes et des femmes capables de les guider pour la suite de leur parcours entrepreneurial : mentors, coaches, business angels et mécènes. En pratique, les candidats devront respecter 5 règles d'or pour mettre toutes les chances de leur côté et obtenir éventuellement un appui multiforme. Ce support inclut surtout la visibilité du projet et l'obtention d'un financement.

Patrick Ndongidi

MONDIAL 2018

Le match de la cinquième journée entre Libye et la RDC maintenue en Tunisie

La rencontre de la cinquième journée des éliminatoires de la Coupe du monde Russie 2018 entre les Chevaliers de la Méditerranée de Libye et les Léopards de la République démocratique du Congo, prévue pour octobre 2017, est maintenue à Monastir en Tunisie par la Fédération internationale de football association (Fifa).

C'est ce que renseigne un courrier de l'instance mondiale du football datée du 8 septembre adressée à

la Fécofa souhaitant la délocalisation de cette rencontre hors de la Tunisie. À la suite de l'insécurité et de l'instabilité socio-politique en Libye, les Chevaliers de la Méditerranée jouent leurs matchs à l'étranger. Ils avaient reçu les Aigles de Carthage de la Tunisie le 11 novembre 2016 au stade Mustapha Tchaker de Blida en Algérie, se rappelle-t-on.

Et la Tunisie étant un adversaire direct de la RDC, a indiqué le secrétaire général de la Fécofa, il serait impérieux que le match

délocalisation. Mais la Fifa maintient le match à Monastir en Tunisie.

Notons que la Tunisie, la Libye, la RDC et la Guinée partagent le groupe A des éliminatoires. Au terme de la quatrième journée, la Tunisie occupe la première place avec dix points, devant la RDC qui compte sept points. La Guinée et la Libye ont chacun trois points. En cinquième journée, la RDC ira défier la Libye à Monastir. Lors de leur première confrontation à Kinshasa, les Léopards s'étaient



Les Léopards de la RDC

la Fédération congolaise de football association (Fécofa). En fait, la Fifa a réservé une fin de non recevoir à la requête formulée par

entre la Libye et la RDC se joue sur terrain neutre. La Fécofa a saisi officiellement la Fifa, le 6 septembre, en vue d'obtenir la

largement imposés par quatre buts à un. Et la Tunisie sera accueillie par la Guinée à Conakry.

M.E.

HUMEUR

Une race de pasteurs en passe de devenir des juges conjugaux !

Cette attitude est de plus en plus dénoncée à la fois par certains fidèles proches desdits pasteurs et aussi par certaines personnes qui ne voient pas d'un bon œil ce comportement quelque peu intrusif que manifestent ces pasteurs qui s'introduisent dans les foyers conjugaux, semble-t-il, pour résoudre des mésententes conjugales ou des incompréhensions matrimoniales. Est-ce que ces « gens-là » ont réellement reçu mandat d'agir ainsi ?

Encore que le constat populaire montre que sur cinq cas dont les pasteurs juges conjugaux sont passés, ou moins quatre cas terminent toujours en queue de poisson. Et si l'on ne prend garde, cette race de pasteurs risque d'être plus destructrice que constructive des foyers conjugaux. Encore que disait, il y a de cela une semaine, un monsieur dans l'un des quartiers de la ville océane, « ce qui est bizarre, si la médiation ne réussit pas, il n'est pas rare de voir ce pseudo pasteur-juge conjugal de jeter un dévolu amoureux sur cette femme d'autrui. Alors que dans Heb. 13 : 5, il est dit : Maris et femmes soyez fidèles l'un envers l'autre. Dieu jugera ceux qui sont immoraux et commettent l'adultère. Et si l'on voit bien certaines épouses, qui ne prient pas ensemble avec leurs maris dans les mêmes églises, créent des occasions pour que ces juges conjugaux pasteurs s'infiltrerent dans leurs relations amoureuses à moindre faille. Cette pratique est en train de devenir un vrai problème que les autorités doivent prendre un certain nombre de mesures », s'exprimait ainsi ce monsieur.

Tenez ! Le constat fait le plus souvent est que ce ne sont pas ces pasteurs juges conjugaux qui sont les premiers à tendre leur perche, c'est plutôt le contraire pour la majorité des cas. Car quand une ou deux contradictions interviennent dans le foyer, les femmes elles-mêmes se précipitent d'aller exposer leurs problèmes aux juges conjugaux qui ne sont que leurs pasteurs. Ces derniers bondissent sur l'occasion et mettent leurs vestes abstraites de juges conjugaux et envoient des messages aux maris desdites femmes pour se retrouver tel ou tel jour afin d'en débattre. Surpris par l'invitation ou l'appel, certains maris déclinent l'appel mais d'autres par contre répondent volontiers. Mais la fin est souvent compromettante pour l'évolution normale du couple, car la frustration peut naître, car certains maris voient à travers ce geste une grande trahison.

Disons-le sans langue de bois, certains pasteurs juges conjugaux évitent « intelligemment » cette terminologie et préfèrent se faire appeler « guides conjugaux » alors qu'ils n'en ont pas cette compétence. Car « guider », c'est conduire les autres sur une voie dont on a de l'expérience. Est-ce que ces pasteurs juges conjugaux ont tous de l'expérience pour des questions matrimoniales ? Si non comment guider dans ce cas ? Il est donc certain qu'au lieu de guider vers des horizons matrimoniaux meilleurs, ces pasteurs juges conjugaux néophytes dans des questions conjugales courent le risque de créer de la discorde dans le foyer d'autrui et occasionner au sein même de ces églises des fuites permanentes des fidèles.

Ceci étant, rares sont des pasteurs juges conjugaux qui réussissent cet exploit difficile des réconciliations entre époux sans frustrer surtout les maris. Et ces frustrations peuvent conduire soit à la dislocation du foyer ou même à une situation qui s'empire de plus belle. D'où il serait mieux que ceux qui n'en ont pas d'atouts nécessaires et de compétences louables qu'ils arrêtent de se jeter dans cette voie, car les conséquences seront plus regrettables que souriantes pour la consolidation desdits foyers.

Faustin Akono

NOUVELLES TECHNOLOGIES

Initiation des enseignants à l'outil informatique

Dans le cadre de la deuxième phase du projet « Renforcement de la formation des enseignants pour combler la qualité de l'éducation en Afrique », une session à l'endroit des enseignants de la ville océane se tient du 7 au 16 septembre.

Jean Baptiste Sitou, Jacqueline Konko et Jean Pierre Malonga respectivement directeur départemental de l'Enseignement primaire et secondaire à Pointe-

Noire, directrice départementale de l'Enseignement technique et inspecteur général de l'Enseignement technique et professionnel, de la Formation qualifiante et de l'Emploi accompagnés d'autres enseignants ont participé à la rencontre.

Cette session de formation se fixe divers objectifs, notamment le renforcement de 250 enseignants du secondaire général et technique dans les 6 sites du projet (Brazzaville, Pointe-Noire, Doli-

sie, Ovvando, Ouesso, Impfondo), dans le domaine des techniques de l'information et de la communication et des techniques de l'information et de la communication de l'éducation, renforcer les capacités des superviseurs pédagogiques en ingénierie de la formation, produire et mettre à disposition des ressources pédagogiques, rendre effective la formation continue des enseignants du primaire et du secondaire et autres.

Au cours de cet atelier les enseignants échangeront sur l'identification et la manipulation d'un ordinateur, l'outil de bureautique MS word, l'outil de bureautique MS Excel, l'outil de bureautique Powerpoint, la conservation des données, la scénarisation des cours, etc. Cette session de formation est appuyée par l'Organisation des nations unies pour l'éducation, la science et la culture et de la République de Chine.

Séverin Ibara



Vue des participants

ÉMERGENCE

Me Fiacre Pambou appelle les Congolais de la diaspora à contribuer au développement du pays

Me Fiacre Pambou, avocat au barreau de Bruxelles, a lancé cet appel à l'occasion d'une interview qu'il accordée le 8 septembre aux Dépêches de Brazzaville lors de son bref séjour dans la ville océane.

Les Dépêches de Brazzaville : Pourriez-vous vous présenter aux lecteurs de notre quotidien ?

Me Fiacre Pambou : Je suis Me Fiacre Pambou, avocat au barreau de Bruxelles, originaire du Congo Brazzaville. J'ai quitté le pays après l'obtention d'une bourse d'études en Europe où j'ai soutenu ma thèse à Bruxelles. Depuis lors, je suis à cheval entre le Congo-Brazzaville, mon pays et la Belgique.

LDB : Qu'est-ce qui vous pousse à interpeller les intellectuels congolais vivant à l'étranger ?

MFP : Cette interpellation fait suite à un constat que je viens de faire. Lorsqu'on vit en Europe, on a une autre vision de ce qui se réalise ou est en train de se réaliser au pays. Une fois qu'on arrive au pays, on se rend bien compte que les choses avancent contrairement à cette mauvaise image que certaines personnes montrent. Aujourd'hui, nous n'allons pas dire que le Congo occupe la dernière place sur beaucoup de plans par rapport à certains pays de la sous-région. Cela est archi-faux.

LDB : Quelle est donc la lecture réelle que vous faites depuis que vous êtes rentré au pays, par exemple sur le plan de sa modernisation ?

MFP : Objectivement, le pays s'est largement reconstruit. On note beaucoup de nouvelles infrastructures de base dans les domaines tels que



la santé, l'éducation, les routes, les aéroports, les stades, les édifices publics et administratifs et autres.

LDB : Un mot sur des messages que certains compatriotes postent sur des réseaux sociaux.

MFP : La construction d'un pays exige l'apport de tous ses fils et de toutes ses filles. Au lieu de salir son propre pays avec des informations non fondées que l'on injecte à longueur des journées sur des réseaux sociaux, il serait plus responsable, j'exhorte nos compatriotes qui représentent la diaspora congolaise à travers tous les pays du monde, d'apporter chacun son expertise à travers des différents domaines en vue de mieux développer le Congo. Les Congolais de l'étranger doivent avoir un autre langage, un langage de patriotisme à l'égard de leur pays et d'amour vis à vis de ses compatriotes.

LDB : Pouvez-vous aborder la question de paix et de sécurité dans votre pays pour informer la diaspora congolaise vivant en Europe ?

MFP : Depuis le début de mon séjour avec ma famille au Congo, nous jouis-

sons librement de notre liberté. Il faut rappeler que le bon fonctionnement d'un pays obéit à l'application des textes qui le régissent. Je condamne avec fermeté cette violence faite par certains Congolais qui vivent en Europe et se disent combattants à l'endroit des autres compatriotes. Même si l'on est pas d'accord sur certaines choses comme cela est d'ailleurs le cas dans beaucoup de pays, il n'est pas question de recourir à la violence sur toutes ses formes. Car la violence ne fait que reculer le pays.

LDB : Aviez-vous quelque chose à ajouter ?

MFP : C'est surtout de dire que certains compatriotes qui vivent en Europe et soutiennent que le Congo vit dans une grande insécurité, je les appelle à changer dès l'instant leur discours. Depuis le premier jour de mon séjour jusqu'à aujourd'hui, j'ai sillonné librement les principales villes de mon pays, le pays est bien en paix. Je veux aborder un tout petit peu la question du système éducatif. Je souhaite que le gouvernement de la République puisse rester encore plus vigilant sur cette prolifération des écoles privées à travers le pays. Certaines d'entre elles ne répondent pas aux critères d'une école digne de ce nom. Nostalgie obligeant, je lance un appel à tous les anciens élèves des écoles de Pointe-Noire, notamment Jean-Félix Tchicaya et Mâ-Loango, de se souvenir de leurs anciens établissements tout en apportant des aides subséquentes pour appuyer le gouvernement dans la politique des bonnes conditions de travail dans ces écoles.

F.A.

FOOTBALL

Le week-end des Diablies rouges et des Congolais de la diaspora en France

France, 6^e journée, 2^e division

Trois minutes, c'est le temps qu'il aura fallu à Fodé Doré pour faire trembler les filets : entré à la 82^e, il marque le 4^e but de Clermont à la 85^e d'un coup-franc habilement placé sous le mur. Son 2^e but de la saison, à chaque fois en sortant du banc, en 88 minutes de jeu. Net vainqueur de Bourg-en-Bresse, Clermont réussit la transition Diacre-Gastien (le second a remplacé la première, nommée à la tête de l'équipe de France féminine).

Le Paris FC l'emporte 2-0 à Niort, réduit à dix dès la 16^e, sous les yeux de Dylan Saint-Louis, resté sur le banc. Sans Ryan Bidounga, non retenu, et Tobias Badila, ménagé après ses deux matchs en sélection, Nancy corrige Valenciennes 3-0. Le premier succès de la saison pour les Lorrains, désormais entraînés par Vincent Hognon, en remplacement de Pablo Correa. Le Havre est tenu en échec à domicile par Orléans (1-1). Entré à la 88^e, Bevic Moussiti Oko. Ses premiers pas à ce niveau. Bryan Passi, blessé, était absent.

Yann Mabella est resté sur le banc lors de la victoire de Châteauroux face Quevilly (3-2).

Brest et Exaucé Ngassaki se déplacent à Reims lundi à 20h45.

Camille Delourme

ARTS MARTIAUX

Le Close-combat en nette progression



Dirigeants et athlètes à l'occasion du 28^e anniversaire du Close-combat au Congo. Crédit photo Adiac

A Brazzaville, le nombre de pratiquants de cet art martial dit du corps-à-corps ou combat rapproché est passé de 500 à plus de 600, les clubs de 4 à 6. Dans la Likouala, le Pool, la Bouenza et Pointe-Noire, les chiffres sont aussi croissants.

L'Association congolaise de close-combat (ACC) fait de son mieux pour étendre la pratique de la discipline sur toute l'étendue du territoire national malgré quelques difficultés, a expliqué le président de la structure, Fabrice Matève Makaya, lors de la célébration des 28 ans de pratique de cette discipline au Congo. La cérémonie a réuni, le 9 septembre, les judokas, karatékas, pratiquants du Kung-Fu wushu et bien d'autres sports de combat. Le président de l'ACC a saisi l'occasion pour encourager les personnes de tous âges, jeunes, vieux, hommes femmes à s'intéresser davantage au close-combat. « Le close-combat favorise

le brassage des jeunes, en leur apprenant à vivre main dans la main au sein d'une même communauté nationale sans aucune allusion aux origines des uns et des autres », a déclaré Fabrice Matève Makaya, évoquant les multiples avantages de cet art martial. Le président de l'ACC a, par ailleurs, souligné que le close-combat soustrait les jeunes des sollicitations malsaines.

En rappel, les premiers courants de close-combat ont été introduits au Congo dans les années 1960, en milieu militaire tout d'abord. Puis, en 1989, le tout premier club en milieu civil est créé par l'adjudant parachutiste, Bernard Bouhoula, actuellement

commandant et moniteur de sport de combat corps-à-corps. Ce premier club civil était débaptisé Foretaï. La discipline a ainsi pris de l'ampleur au point d'intéresser nombre de jeunes dont le jeune aspirant de l'école militaire Général-Leclerc, Fabrice Matève Makaya, actuellement colonel et président de l'ACC. « Les défis à relever sont nombreux certes, mais ne nous rebutent pas. Voilà pourquoi nous nous sommes engagés résolument dans la formation et le perfectionnement des cadres techniques et administratifs », a indiqué ce dernier tout en soulignant que l'ACC s'attèlera à organiser régulièrement des journées sportives et séminaires de formation, afin de donner au grand public une idée juste de ce sport qu'il juge passionnant.

Rominique Nerplat Makaya

RÉFLEXION

Comment prévenir et gérer les crises en Afrique

Rien n'illustre mieux le rôle que joue aujourd'hui le Congo dans la gestion et la prévention des crises en Afrique que la nouvelle réunion du Comité de haut niveau de l'Union Africaine qui s'est tenue à Brazzaville samedi, à l'initiative et sous la présidence de Denis Sassou N'Guesso. Même si elle n'a pas débouché sur un accord en bonne et due forme entre les deux principaux protagonistes du drame qui dévaste ce pays depuis l'assassinat de Mouammar Kadhafi elle a permis, en effet, de mettre à nouveau sur la table les sujets qui fâchent et donc d'avancer sur la voie d'un compromis durable.

Elle a également démontré - et ce n'est pas rien - que la solution de la crise qui a embrasé la région du Sahel et qui menace maintenant directement le sud de l'Europe en raison de l'afflux incontrôlable des migrants à travers la Méditerranée ne peut être et ne sera trouvée que dans le cadre de l'institution

qui rassemble tous les peuples du continent, à savoir l'Union Africaine. Croire que l'intervention de l'une ou de l'autre des grandes puissances de l'hémisphère nord y parviendra est une illusion d'autant plus dangereuse que c'est précisément l'intervention anarchique de ces mêmes puissances qui a provoqué le drame que vivent les Libyens depuis cinq ans.

Dans ce domaine comme dans bien d'autres la communauté internationale ferait bien de comprendre que l'époque est révolue où elle pouvait ignorer les Africains - mais cette remarque vaut également pour les Latino-Américains et pour les Asiatiques - et se substituer à eux dans le but de prévenir ou de gérer les conflits locaux. Incapables hier de prévenir le génocide qui dévasta le Rwanda et de gérer la crise qui généra des tueries en série au Biafra, incapables aujourd'hui de mettre fin aux violences ethniques qui dévastent la République démocratique du Congo et d'apaiser les tensions religieuses qui déstabilisent

la Centrafrique, les Nations unies se sont toujours avérées impuissantes face aux désordres qu'engendrent la bêtise, l'inconscience, la bestialité naturelle de l'homme.

Outre le fait que ces interventions, basées sur des forces hétéroclites et donc impuissantes pour ramener l'ordre là où il est menacé, aggravent les conflits au lieu de les résoudre, elles sont perçues par les Africains, même s'ils ne le disent pas officiellement, comme des ingérences qui rappellent fâcheusement l'époque coloniale. Non seulement elles coûtent cher, très cher en vies humaines et en dépenses de toute nature, mais encore elles s'avèrent dangereusement inutiles.

Si la France et ses partenaires occidentaux avaient écouté, il y a cinq ans, ce que leur disaient les dirigeants du continent, Denis Sassou N'Guesso en tête, une solution pacifique aurait peut-être, aurait sans doute été trouvée en Libye avec la mise en place d'un régime de transition qui aurait préservé

l'unité menacée du pays. Mais, hélas, les mises en garde qui leur étaient adressées n'ont pas été écoutées avec les conséquences désastreuses que l'on sait.

Qu'il nous soit donc permis d'ajouter, en conclusion de ce qui précède, que si Emmanuel Macron, Angela Merkel, Theresa May, Donald Trump et autres dirigeants de grandes puissances veulent réellement aider les Libyens à trouver une solution durable pour leurs différends internes, ils doivent cesser d'agir isolément et appuyer enfin résolument les initiatives que prend l'Union Africaine. Alors, en effet, ils démontreront qu'ils ne sont pas mus par des intérêts nationaux plus ou moins avoués, mais qu'ils œuvrent effectivement en faveur de la paix. Alors aussi l'Union Africaine pourra se doter des moyens nécessaires pour agir efficacement sur le terrain.

Et bien sûr l'Afrique, toute l'Afrique applaudira à tout rompre !

Jean-Paul Pigasse